

**SOUS-COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE TEXTILE DE L'ARRONDISSEMENT
ADMINISTRATIF DE VERVIERS**

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 8 OCTOBRE 2020 INTRODUISANT
LE RÉGIME DE PENSION COMPLÉMENTAIRE SECTORIEL SOCIAL**

Vu la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale (ci-après dénommée « loi sur les pensions complémentaires » ou « LPC ») ;

Vu la loi du 5 mai 2014 portant modification de la pension de retraite et de la pension de survie et instaurant l'allocation de transition dans le régime de pension des travailleurs salariés et portant suppression progressive des différences de traitement qui reposent sur la distinction entre ouvriers et employés en matière de pensions complémentaires, qui a modifié la LPC (ci-après dénommée « loi du 5 mai 2014 ») ;

Vu l'arrêté royal du 14 novembre 2003 portant exécution de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale (ci-après, « AR LPC ») ;

Vu l'arrêté royal du 14 novembre 2003 fixant les prestations de solidarité liées aux régimes de pension complémentaire sociaux (ci-après dénommé « AR Solidarité ») ;

Vu l'arrêté royal du 14 novembre 2003 fixant les règles concernant le financement et la gestion de l'engagement de solidarité (ci-après dénommé « AR Financement et Gestion Solidarité ») ;

Vu les conventions collectives de travail du 12 février 2020 de la Commission Paritaire de l'industrie textile (CP 120) et de la Commission Paritaire pour les employés de l'industrie textile (CP 214) instituant un Fonds de Sécurité d'Existence - Pension Complémentaire Sectorielle (FSE-PCS Textile) intervenant comme organisateur multisectoriel des régimes de pension complémentaires sectoriels sociaux pour les ouvriers et les employés de l'industrie textile et fixant les statuts enregistrées sous le numéro 157625/CO/120 et sous le numéro 157646/CO/214 ;

Vu la convention collective de travail du 8 octobre 2020 désignant le Fonds de Sécurité d'Existence - Pension Complémentaire Sectorielle de l'Industrie Textile (FSE-PCS Textile) comme organisateur (multisectoriel) du régime de pension complémentaire sectorielle sociale pour les ouvriers de l'industrie textile de l'arrondissement de Verviers ;

Vu la convention collective de travail du 13 mai 2020 de la Commission Paritaire de l'industrie textile (CP 120) introduisant le régime de pension complémentaire sectoriel social, enregistrée sous le numéro 159777/CO/120.

Vu la décision des partenaires sociaux lors de la réunion de la Sous-Commission Paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (SCP 120.01) du 8 septembre 2020 de instaurer un régime de pension complémentaire identique à celui instauré pour la Commission Paritaire de l'industrie textile (CP 120) et la Commission Paritaire pour les employés de l'industrie textile (CP 214) et de

recourir, dans ce cadre, au même organisateur multisectoriel : le Fonds de Sécurité d'Existence - Pension Complémentaire Sectorielle (FSE-PCS Textile).

La Confédération des Syndicats Chrétiens
La Centrale Générale FGTB

d'une part,

ET

FEDUSTRIA, fédération de l'industrie du textile, du bois et de l'ameublement d'autre part,

ONT CONVENU CE QUI SUIT

CHAPITRE I. CHAMP D'APPLICATION

Article 1

§1 La présente convention collective de travail s'applique à tous les employeurs ressortissant à la Sous-Commission Paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (SCP 120.01) et aux ouvriers qu'ils occupent, à l'exception des entreprises et des ouvriers qu'elles occupent qui relèvent de la compétence de la Sous-Commission Paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (SCP 120.01) et qui sont exclues du champ d'application du régime de pension complémentaire sectoriel social de la SCP 120.01 car elles prévoient un régime de pension complémentaire au moins équivalent conformément à la convention collective de travail du 8 octobre 2020 fixant les conditions d'exclusion du champ d'application du régime de pension complémentaire sectoriel social.

§2 On entend par « ouvriers » les ouvriers et les ouvrières.

CHAPITRE II. OBJET

Article 2

La présente convention collective de travail est conclue en application de l'article 10 de la loi sur les pensions complémentaires. La présente convention collective de travail est conclue en exécution de la décision des organisations représentatives au sein de la Sous-Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (SCP 120.01) et a pour seul objet l'introduction du régime de pension complémentaire sectoriel social pour les ouvriers tombant sous le champ d'application tel que défini à l'article 1 de la présente convention collective de travail, à compter du 1^{er} janvier 2021.

CHAPITRE III. DÉSIGNATION DE L'ORGANISATEUR

Article 3

Le Fonds de Sécurité d'Existence - Pension Complémentaire Sectorielle pour l'Industrie Textile (FSE-PCS Textile), est désigné comme organisateur du régime de pension complémentaire sectoriel social, conformément à la convention collective de travail du 8 octobre 2020 désignant le Fonds de Sécurité d'Existence - Pension Complémentaire Sectorielle pour l'Industrie Textile (FSE-PCS Textile) comme organisateur (multisectoriel) du régime de pension complémentaire sectorielle sociale pour les ouvriers de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers.

CHAPITRE IV. ENGAGEMENT DE PENSION - DÉSIGNATION DE L'ORGANISME DE PENSION

Article 4

§1 Le régime de pension sectoriel qui sera introduit le 1^{er} janvier 2021 est un régime de pension complémentaire social qui se compose d'une part d'un engagement de pension défini dans le règlement de pension (repris à l'annexe 1 de la présente convention collective de travail) et, d'autre part, d'un engagement de solidarité lié à l'engagement de pension et défini dans le règlement de solidarité (repris à l'annexe 2 de la présente convention collective de travail).

§2 L'engagement de pension est un régime de pension de type « contributions définies » prévoyant :

- la constitution d'une pension complémentaire qui sera versée, conformément aux règles et modalités du règlement de pension, à l'ouvrier affilié au moment de sa mise à la retraite (pour autant que l'ouvrier concerné, lors de sa sortie du secteur, n'ait pas transféré ses réserves de pension acquises vers un autre organisme de pension) ;
- un capital décès en cas de décès de l'ouvrier affilié avant sa mise à la retraite, égal aux réserves acquises que l'ouvrier affilié a constituées dans le régime de pension complémentaire sectoriel social jusqu'au moment de son décès et qui sera payé aux bénéficiaires de l'ouvrier affilié décédé conformément aux règles et modalités du règlement de pension.

§3 Après avoir envisagé les différentes possibilités, à savoir travailler avec une assurance-groupe, constituer un fonds de pension propre (institution de retraite professionnelle ou IRP) ou adhérer à un fonds de pension multisectoriel existant, il a été décidé de confier la gestion et l'exécution de l'engagement de pension au fonds de pension multisectoriel existant Sefoplus OFP. Sefoplus OFP est une IRP multisectorielle agréée le lundi 19 novembre 2018 qui porte le numéro d'entreprise 0715.441.019 et le numéro d'identification FSMA 50.624 et dont le siège social est sis Woluwedal 46, 1200 Bruxelles. En d'autres termes, Sefoplus OFP est désigné comme organisme de pension.

Les obligations de pension et les actifs liés au régime de pension complémentaire sectoriel social seront gérés au sein de Sefoplus OFP dans un compartiment spécifiquement créé à cet effet dans un patrimoine distinct au sens de l'article 2, 15°, de la loi du 27 octobre 2006 relative au contrôle des institutions de retraite professionnelle (LIRP). Ce patrimoine distinct comprend également un deuxième compartiment dans lequel les obligations de pension et les actifs liés au régime de pension complémentaire sectoriel social de la Commission Paritaire de l'industrie textile (CP 120) seront gérés séparément. Il n'y a pas de solidarité entre les deux compartiments susmentionnés, ni pour le paiement des contributions, ni pour le paiement des frais de gestion, ni pour l'apurement du sous-financement.

Les règles de gestion et de fonctionnement convenues entre le FSE-PCS Textile en tant qu'organisateur sectoriel et Sefoplus OFP en tant qu'organisme de pension sont établies dans la convention de gestion et l'acte d'adhésion y afférent et dans un volet spécifique et général de la déclaration sur les principes de politique de placement (SIP) et du plan de financement de l'organisme de pension.

§4 Les règles et modalités concernant l'engagement de pension sont en outre fixées dans le règlement de pension figurant à l'annexe 1 de la présente convention collective de travail et qui en fait partie intégrante.

CHAPITRE V. ENGAGEMENT DE SOLIDARITÉ - DÉSIGNATION DE L'ORGANISME DE SOLIDARITÉ

Article 5

§1 L'engagement de solidarité prévoit, conformément à l'article 43 de la loi sur les pensions complémentaires et à l'AR Solidarité, les prestations de solidarité suivantes, qui seront détaillées dans le règlement de solidarité :

- poursuite de la constitution des droits de pension pendant les périodes de chômage temporaire pour raisons économiques ;
- poursuite de la constitution des droits de pension pendant les périodes d'incapacité de travail résultant d'une maladie (professionnelle) et/ou d'un accident (du travail) ;
- poursuite de la constitution des droits de pension pendant les périodes d'incapacité de travail dans le cadre de la protection de la maternité ;
- un paiement de rente en cas de décès.

§2 Après avoir envisagé les différentes possibilités et après avoir sondé le marché, il a été décidé de confier la gestion et l'exécution de l'engagement de solidarité à Belfius Insurance SA, entreprise d'assurances agréée sous le n° de code 0037, qui porte le numéro d'entreprise 0405.764.064 et dont le siège social est sis Place Charles Rogier 11, 1210 Bruxelles. En d'autres termes, Belfius Insurance SA est désigné comme organisme de solidarité.

Les obligations et les actifs liés à l'engagement de solidarité seront gérés séparément au sein de Belfius Insurance SA, conformément à l'AR Solidarité et à l'AR Financement et Gestion Solidarité. Les règles de gestion et de fonctionnement convenues entre le FSE-PCS Textile en tant qu'organisateur sectoriel et Belfius Insurance SA en tant qu'organisme de solidarité sont établies dans un contrat de gestion et d'assurance.

§3 Les règles et modalités concernant l'engagement de solidarité sont en outre fixées dans le règlement de solidarité figurant à l'annexe 2 de la présente convention collective de travail et qui en fait partie intégrante.

CHAPITRE VI. CONDITIONS D'AFFILIATION

Article 6

§1 Tous les ouvriers qui, au 1^{er} janvier 2021 ou après cette date, sont liés par un contrat de travail avec un employeur tel que visé à l'article 1 §1 de la présente convention collective de travail, à l'exclusion des étudiants et des apprentis, sont affiliés au régime de pension complémentaire sectoriel social.

§2 Les ouvriers visés à l'article 6 §1 de la présente convention collective de travail sont affiliés d'office au régime de pension complémentaire sectoriel social, c'est-à-dire soit dès le 1^{er} janvier 2021 pour les ouvriers qui sont déjà occupés à ce moment par un employeur visé à l'article 1 §1 de la présente convention collective de travail, soit à la date d'entrée en service pour les ouvriers qui entrent au service d'un employeur visé à l'article 1 §1 de la présente convention collective de travail à partir du 1^{er} janvier 2021. Ils restent affiliés aussi longtemps qu'ils sont en service. La Loi sur les Pensions Complémentaires prévoit toutefois une exception : les personnes qui ont effectivement pris leur pension légale (anticipée), mais qui sont ensuite maintenues au travail ou réengagées en vertu d'un contrat de travail conclu avec un employeur, ne restent pas affiliées ou ne deviennent pas affiliées au régime de pension complémentaire sectoriel social.

CHAPITRE VII. FINANCEMENT, CONTRIBUTIONS ET MODALITÉS DE PERCEPTION

Article 7

§1 Le financement du régime de pension complémentaire sectoriel se fera par le biais d'une réorientation de 1,20 point de pour cent de la contribution patronale existante au Fonds de Sécurité d'Existence de l'Industrie Textile de l'Arrondissement Administratif de Verviers. Cette réorientation s'appliquera dès le 1^{er} janvier 2020 (c'est-à-dire sur les salaires payés à partir du 1^{er} janvier 2020).

Cette réorientation de 1,20 point de pour cent de la contribution patronale sera à partir du 1^{er} janvier 2021 (c'est-à-dire sur les salaires payés à partir du 1^{er} janvier 2021) divisée en :

- une contribution de pension égale à 1 point de pour cent ; et
- une contribution de 0,20 point de pour cent pour couvrir le volet de solidarité, les frais de gestion et la cotisation ONSS spéciale de 8,86 % due sur la contribution de pension.

§2 La réorientation de 1,20 point de pour cent de la contribution patronale, mentionnée à l'article 7 §1, est perçue au nom et pour le compte du FSE - PCS Textile par ou pour le compte du Fonds de Sécurité d'Existence de l'Industrie Textile de l'Arrondissement Administratif de Verviers auprès des entreprises tombant sous le champ d'application de la présente convention collective de travail tel que défini à l'article 1 §1. Une convention est établie à cet effet entre le FSE-PCS Textile et le Fonds de Sécurité d'Existence de l'Industrie Textile de l'Arrondissement Administratif de Verviers, fixant les dispositions convenues concernant la perception et le versement. La contribution définie pour un trimestre est inscrite à la fin du trimestre concerné sur les comptes individuels des Affiliés.

§3 Sur la base de la réorientation de 1,20 point de pour cent de la contribution patronale telle que définie à l'article 7 §1, une prime de départ sera inscrite le 1^{er} avril 2021 sur les comptes individuels des affiliés qui auront été occupés dans le courant de l'année 2020 par un employeur visé à l'article 1 et qui auront été en service au 31 avril 2021 chez un employeur visé à l'article 1, cette prime étant égale à 1 % du salaire brut soumis aux cotisations ONSS ordinaires (servant de base à la pension) de 2020.

§4 Dans le cadre de la garantie de rendement légale prévue à l'article 24 §2 de la LPC (ci-après dénommée « garantie de rendement LPC »), un tampon sera constitué chaque année à partir des réserves du Fonds de Sécurité d'Existence de l'Industrie Textile de l'Arrondissement Administratif de Verviers, en cas de déficit par rapport à la garantie de rendement LPC, à raison de la différence entre les montants inscrits sur les comptes individuels des affiliés à l'organisme de pension et ces montants complétés pour atteindre la garantie de rendement LPC. La somme totale correspondant à la différence précitée sera transférée annuellement au FSE-PCS Textile, selon les accords établis dans la convention conclue entre le FSE-PCS Textile et le Fonds de Sécurité d'Existence de l'Industrie Textile de

l'Arrondissement Administratif de Verviers conformément à l'article 7 §2. En tant qu'organisateur, le FSE-PCS Textile est responsable de cette garantie de rendement LPC, qui doit être garantie au moment du transfert individuel des réserves acquises par les affiliés après la sortie, au moment de la mise à la retraite ou lorsque les prestations sont dues, ou encore au moment de la résiliation du régime de pension complémentaire sectoriel social. En cas de sous-financement du compartiment de la Sous-Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (SCP 120.01) dans le patrimoine distinct auprès de l'organisme de pension pour la Sous-Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (SCP 120.01) et la Commission Paritaire de l'industrie textile (CP 120), où sont gérés les actifs liés au régime de pension complémentaire sectoriel social de la Sous-Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (SCP 120.01), le FSE-PCS Textile pourra faire appel, dans ce cadre, au tampon précité constitué au sein du FSE-PCS Textile.

CHAPITRE VIII. EXCLUSION DU CHAMP D'APPLICATION - PAS DE POSSIBILITÉ D'OPTING-OUT

Article 8

§1 Conformément à l'article 9 de la convention collective de travail du 16 décembre 2019 relative aux lignes directrices pour la constitution d'un régime de pension complémentaire sectoriel social à compter du 1^{er} janvier 2021 et à l'article 1 §1 de la présente convention collective de travail, les (unités d'établissement des) employeurs qui relèvent de la compétence de la Sous-Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (SCP 120.01) et qui démontrent le 31 janvier 2021 au plus tard qu'ils prévoient pour tous les ouvriers (à l'exclusion des étudiants et des apprentis) un régime de pension complémentaire au niveau de l'entreprise qui, au 1^{er} janvier 2021, est au moins équivalent au régime de pension complémentaire sectoriel, sont exclus du champ d'application du régime de pension complémentaire sectoriel social.

Par ailleurs, les entreprises relevant pour la première fois de la compétence de la Sous-Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (SCP 120.01), dès ou après l'introduction du régime de pension complémentaire sectoriel à l'occasion de leur constitution ou en conséquence d'une modification juridique telle qu'une fusion, une scission ou une reprise, sont exclues du champ d'application du régime de pension sectoriel social à condition qu'elles démontrent qu'elles prévoient pour tous les ouvriers (à l'exclusion des étudiants et des apprentis) un régime de pension complémentaire au niveau de l'entreprise au moins équivalent au régime de pension complémentaire sectoriel.

Les conditions et modalités d'exclusion du champ d'application sont fixées par ailleurs dans la convention collective de travail du 8 octobre 2020 fixant les conditions d'exclusion du champ d'application du régime de pension complémentaire sectoriel social.

§2 Les entreprises exclues du champ d'application du régime de pension complémentaire sectoriel social en vertu de l'article 8 §1 peuvent décider à tout moment, par la suite, de tout de même adhérer au régime sectoriel social pour l'avenir. À cette fin, elles doivent communiquer leur souhait de participer au régime de pension complémentaire sectoriel social au FSE - PCS Textile (l'organisateur), selon les modalités définies à l'article 5 §3 de la convention collective de travail du 8 octobre 2020 fixant les conditions d'exclusion du champ d'application du régime de pension complémentaire sectoriel social. La participation au régime de pension complémentaire sectoriel social prendra effet à partir du premier

trimestre suivant la confirmation du FSE-PCS Textile à (l'unité d'établissement de) l'employeur concerné.

§3 Il est décidé de ne pas utiliser la possibilité d'opting-out prévue à l'article 9 de la LPC.

CHAPITRE IX. DURÉE DE LA CONVENTION

Article 9

§1 La présente convention entre en vigueur le 8 octobre 2020 pour une durée indéterminée, bien qu'il soit entendu que le régime de pension complémentaire sectoriel social ne sera d'application qu'à partir du 1^{er} janvier 2021.

§2 La présente convention collective de travail peut être résiliée par chacune des parties signataires, moyennant la prise en compte d'un délai de préavis de douze mois, par courrier recommandé adressé au président de la Sous-Commission paritaire et à chacune des autres parties signataires.

§3 Préalablement à la dénonciation de la présente convention collective de travail, la Sous-Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (SCP 120.01) doit prendre la décision d'abroger le régime de pension complémentaire sectoriel social. Conformément à l'article 10 §1 3^e de la Loi sur les pensions complémentaires, cette décision d'abroger le régime de pension complémentaire sectoriel social sera uniquement valable si elle est prise par 80 % des voix des membres effectifs ou suppléants nommés dans la Sous-Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (SCP 120.01) représentant les employeurs et 80 % des voix des membres effectifs ou suppléants nommés dans la Sous-Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (SCP 120.01) représentant les travailleurs.

CHAPITRE X. FORCE OBLIGATOIRE

Article 10

Les parties signataires demandent que la présente convention collective de travail soit rendue obligatoire par arrêté royal.

Fait à Verviers, le 8 octobre 2020

**SOUS-COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE TEXTILE DE L'ARRONDISSEMENT
ADMINISTRATIF DE VERVIERS (SCP 120.01)**

ANNEXE 1

à la convention collective de travail du 8 octobre 2020 introduisant le régime de pension complémentaire sectoriel social

RÈGLEMENT DE PENSION

TABLE DES MATIÈRES

Chapitres

1. Objet
2. Définitions
3. Affiliation
4. Droits et obligations de l'Organisateur
5. Droits et obligations des Affiliés et/ou de leur(s) Bénéficiaire(s)
6. Droits et obligations de l'Organisme de Pension
7. Prestations
8. Paiement de la Pension Complémentaire et prestation en cas de décès
9. Modalités de paiement
10. Forme de paiement
11. Contributions
12. Réserves Acquises et Prestations Acquises
13. Procédure en cas de Sortie
14. Cessation du Régime de Pension Sectoriel
15. Réserve Libre
16. Rapport de transparence
17. Information annuelle aux Affiliés : relevé des droits à retraite
18. Droit de modification
19. Non-paiement des contributions
20. Protection et traitement des données à caractère personnel
21. Entrée en vigueur

CHAPITRE I. OBJET

Article 1

§1 Le présent règlement de pension sectoriel est établi en exécution de l'article 4 de la convention collective de travail du 8 octobre 2020 introduisant le régime de pension complémentaire sectoriel social.

§2 Le présent règlement de pension définit l'Engagement de pension sectoriel. Il fixe les droits et obligations de l'Organisateur, de l'Organisme de pension, des Affiliés, des Bénéficiaires et des Employeurs ressortissant à la Sous-Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (SCP 120.01), à l'exception des entreprises ou (unités d'établissement des) employeurs qui, conformément à la convention collective de travail du 8 octobre 2020 fixant les conditions d'exclusion du champ d'application du régime de pension complémentaire sectoriel social, sont exclus du champ d'application du régime de pension complémentaire sectoriel social.

Le présent règlement de pension fixe également les conditions d'affiliation, de même que les règles relatives à l'exécution de l'Engagement de Pension Sectoriel.

§3 Les droits des anciens Affiliés sont définis, en règle générale, par le règlement de pension qui était d'application lors de leur Sortie, sauf dispositions légales contraires.

CHAPITRE II. DÉFINITIONS

Article 2

1. Affiliés

Les Affiliés sont classés en 2 catégories :

- Les Affiliés Actifs : les ouvriers occupés par les Employeurs remplissant les conditions d'affiliation telles que décrites à l'article 3 du présent règlement de pension.
- Les Affiliés Passifs : les anciens Affiliés Actifs qui, à leur sortie, ont laissé leurs Réserves Acquises à l'Organisme de Pension conformément à l'article 15, §3, (3) du présent règlement de pension.

2. Pension Complémentaire

Le capital ou la rente correspondante auquel un Affilié a droit sur la base des contributions versées par l'Organisateur conformément au présent règlement de pension et, le cas échéant, les prestations inscrites sur le compte individuel de l'Affilié dans la cadre de l'engagement de solidarité et le rendement. La Pension Complémentaire est un complément à la pension légale.

3. Patrimoines Distincts

Des Patrimoines Distincts sont constitués au sein de Sefoplus OFP au sens de la LIRP. L'Engagement de Pension Sectoriel est géré dans un Patrimoine Distinct spécifiquement constitué pour l'Engagement de Pension Sectoriel de la Sous-Commission Paritaire paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (SCP 120.01) et pour l'Engagement de Pension Sectoriel de la Commission Paritaire de l'industrie textile (CP 120). Concrètement, cela signifie que les réserves et les actifs liés à ces Engagements de Pension Sectoriel (SCP 120.01 / CP 120) sont séparés des autres actifs et des autres patrimoines distincts au sein de Sefoplus OFP et qu'ils ne peuvent dès lors pas être utilisés dans le cadre d'autres engagements de pension sectoriels constitués par d'autres Organisateurs sectoriels qui sont gérés par Sefoplus OFP.

Dans le Patrimoine Distinct de la Sous-Commission Paritaire paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (SCP 120.01) et de la Commission Paritaire de l'industrie textile (CP 120), deux compartiments séparés sont créés :

- Les obligations de pension et les actifs liés à l'Engagement de Pension Sectoriel de la Sous-Commission Paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (SCP 120.01) seront gérés dans un compartiment spécifiquement créé à cet effet (compartiment PCS SCP 120.01) ;
- Les obligations de pension et les actifs liés à l'Engagement de Pension Sectoriel de la Commission Paritaire de l'industrie textile (CP 120) seront gérés dans un différent compartiment (compartiment PCS CP 120).

Il n'y a pas de solidarité entre ces deux compartiments, ni pour le paiement des contributions, ni pour le paiement des frais de gestion, ni pour l'apurement du sous-financement.

4. Bénéficiaire(s)

La ou les personnes qui, conformément à l'article 9 du présent règlement de pension, prétendent à une prestation en cas de décès de l'Affilié avant sa Mise à la Retraite ou avant que la Pension Complémentaire n'ait été (intégralement) versée à l'Affilié à la suite de sa Mise à la Retraite.

5. Date de Recalcul

La Date de Recalcul pour le présent règlement de pension est fixée au 1^{er} janvier.

6. Organisateur

Conformément à l'article 3, §1, 5° de la LPC, les organisations représentatives représentées en Sous-Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (SCP 120.01) ont désigné le Fonds de Sécurité d'Existence - Pension Complémentaire Sectorielle Textile (FSE-PCS Textile) comme Organisateur du Régime de Pension Sectoriel.

Il s'agit ici d'un Organisateur multisectoriel qui intervient comme organisateur commun pour le régime de pension sectoriel de la Sous-Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (SCP 120.01), pour le régime de pension sectoriel de la Commission paritaire de l'industrie textile (CP 120) et pour le régime de pension sectoriel de la Commission paritaire pour les employés de l'industrie textile (CP 214).

Dans la mesure où le FSE-PCS Textile intervient pour plusieurs (sous-)commissions paritaires, il aura pour unique but, conformément à la LPC, la constitution de pensions complémentaires.

7. AR LPC

L'arrêté royal du 14 novembre 2003 portant exécution de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale.

8. AR LIRP

L'arrêté royal du 12 janvier 2007 relatif au contrôle prudentiel des institutions de retraite professionnelle.

9. Enfant

Tout enfant légitime de l'Affilié, né ou conçu, tout enfant naturel reconnu ou tout enfant adopté de l'Affilié.

10. Rendement Financier Net (RFN)

Le Rendement Financier Net (« RFN » en abrégé) du Patrimoine Distinct est calculé pour l'exercice écoulé au 31 décembre de l'exercice. Pour ce faire, les frais d'investissement sont déduits du rendement financier du Patrimoine Distinct.

Ensuite, pour établir le Rendement Financier Net inscrit sur les comptes individuels des affiliés, il est tenu compte de la Réserve Libre disponible qui sert de tampon. Cette Réserve Libre ou tampon est égale au montant des actifs du Patrimoine Distinct, dépassant le montant suivant :

- les réserves inscrites sur les comptes individuels des Affiliés, conformément au présent règlement de pension ; à cet égard, le calcul de ces réserves pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année calculée est basé sur un Rendement Financier Net correspondant au taux d'intérêt applicable pour le calcul de la Garantie de Rendement LPC ;
- majorées le cas échéant de la Garantie de Rendement LPC.

Au moment de l'octroi du Rendement Financier Net, le principe de base veut que l'Organisateur vise toujours, dans le but d'une gestion sûre et prudente du Régime de Pension Sectoriel, la constitution d'un tampon égal à 10 % afin de pouvoir faire face aux éventuelles fluctuations négatives futures des investissements. Cependant, même si cette Réserve Libre (tampon) est inférieure à 10 % et si le Rendement Financier Net est positif, ce dernier sera octroyé à concurrence de la Garantie de Rendement LPC, comme déterminé ci-après.

- Si cette Réserve Libre ou tampon est supérieur ou égal à 10 % :
 - en cas de Rendement Financier Net positif, ce Rendement Financier Net complet est inscrit sur les comptes individuels des Affiliés ; il est toutefois diminué du montant nécessaire pour garantir une Réserve Libre ou un tampon égal à 10 %, même après l'octroi du Rendement Financier Net.

- en cas de Rendement Financier Net négatif, ce Rendement Financier Net complet est inscrit sur les comptes individuels des Affiliés.
- Si cette Réserve Libre ou ce tampon est inférieur à 10 % :
 - en cas de Rendement Financier Net positif, la partie inscrite sur les comptes individuels des Affiliés est limitée à la Garantie de Rendement LPC (égale à 1,75 % au 8 octobre 2020). La partie dépassant cette garantie est attribuée à la Réserve Libre en vue d'accroître le tampon.
 - en cas de Rendement Financier Net négatif, ce Rendement Financier Net complet est inscrit sur les comptes individuels des Affiliés.

Le Rendement Financier Net (« RFN » en abrégé) des compartiments PCS SCP 120.01 et PCS CP 120 est le même.

Voici une représentation schématique de ce qui précède :

réserve libre (tampon)	RFN inscrit sur les comptes individuels	
	négatif	positif
< 10 %	RFN	RFN (max. 1,75 %*)
≥ 10%	RFN	RFN**

* au 13.05.2020

** avec maintien de la Réserve Libre (tampon) de 10 % après octroi du RFN

Lorsque des prestations sont dues avant le calcul du Rendement Financier Net pour une année déterminée, le Rendement Financier Net qui sera inscrit pour l'année visée sera égal au taux d'intérêt applicable pour le calcul de la Garantie de Rendement LPC.

11. Partenaire

Le conjoint ou la conjointe de l'Affilié qui n'est pas séparé(e) de l'Affilié (ni légalement ni de corps) ni en procédure de divorce ou de séparation de corps, ou la personne sans aucun lien de parenté ou avec un lien de parenté à partir du troisième degré avec laquelle l'Affilié cohabite légalement et à laquelle l'Affilié a fait une déclaration au sens de l'article 1476 du Code civil.

12. Base de Pension

La Base de Pension est égale à 100% du salaire brut soumis aux cotisations ONSS ordinaires (code de rémunération DmfA 1).

13. Organisme de Pension

Sefoplus OFP, désigné Organisme de Pension par l'Organisateur en exécution de la convention collective de travail du 8 octobre 2020 introduisant le régime de pension complémentaire sectoriel social, à qui la gestion et l'exécution de l'Engagement de Pension Sectoriel ont été confiées.

14. Âge de la Pension

Par Âge de la Pension, il convient d'entendre l'âge légal de la pension, conformément à l'article 2, §1, de l'arrêté royal du 23 décembre 1996 portant exécution des articles 15, 16 et 17 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions.

Cet Âge de la Pension est en principe de 65 ans jusqu'au 31 janvier 2025, 66 ans du 1^{er} février 2025 au 31 janvier 2030 et 67 ans à partir du 1^{er} février 2030.

15. Mise à la Retraite

L'entrée en vigueur effective de la pension de retraite légale (anticipée) en ce qui concerne l'activité professionnelle qui a donné lieu à la constitution des prestations de pension complémentaire, à savoir, en l'occurrence, la pension légale comme travailleur.

16. Régime de Pension Sectoriel

L'Engagement de Pension collectif réalisé par l'Organisateur tel que défini dans la convention collective de travail du 8 octobre 2020 introduisant le régime de pension complémentaire sectoriel social et dans le présent règlement de pension. Le Régime de Pension Sectoriel est un régime de pension social qui se compose d'une part d'un Engagement de Pension Sectoriel (volet pension) régi par le présent règlement de pension et, d'autre part, d'un engagement de solidarité (volet solidarité) régi par le règlement de solidarité.

17. Engagement de Pension Sectoriel

L'engagement de pension complémentaire réalisé par l'Organisateur pour les Affiliés et/ou leur(s) Bénéficiaire(s) en exécution de la convention collective de travail du 8 octobre 2020 introduisant le régime de pension complémentaire sectoriel social, ainsi que des éventuelles conventions collectives de travail ultérieures la modifiant.

L'engagement de l'Organisateur est un engagement de pension de type « contributions définies » sans rendement garanti. L'Organisateur garantit uniquement le paiement des contributions définies, mais ne fait aucune promesse en matière de capitalisation des contributions et ne garantit pas de rendement garanti. L'Organisateur respectera néanmoins la Garantie de Rendement LPC.

Sefoplus OFP s'engage, en tant qu'Organisme de Pension, à une obligation de moyens. En d'autres termes, Sefoplus OFP s'engage à gérer au mieux et le plus soigneusement possible (en bon père de famille) les contributions versées par l'Organisateur afin d'atteindre son objectif, sans s'engager à un résultat. Les contributions versées par l'Organisateur seront capitalisées au Rendement Financier Net comme défini à l'article 2.10 du présent règlement de pension.

18. Sortie

Par Sortie, il convient d'entendre :

- Soit la fin du contrat de travail (autrement que par la mise à la retraite ou le décès) pour autant qu'elle ne soit pas suivie par la conclusion d'un contrat de travail avec un autre Employeur ressortissant également à la Sous-Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (SCP 120.01). Par Sortie, il convient également d'entendre la fin du contrat de travail (autrement que par la Mise à la Retraite ou le décès) suivie par la conclusion d'un contrat de travail avec un employeur qui, en vertu de l'article 8 de la convention collective de travail du 8 octobre 2020 introduisant le régime de pension complémentaire sectoriel social, est exclu du champ d'application du régime de pension complémentaire sectoriel ;
- Soit la fin de l'affiliation parce que le travailleur ne remplit plus les conditions d'affiliation du Régime de Pension Sectoriel sans que cela coïncide avec la fin du contrat de travail, autrement que par le décès ou la Mise à la Retraite ;
- Soit la fin de l'affiliation parce que l'Employeur ou, en cas de changement de contrat de travail, le nouvel Employeur ne ressortit bien à la Sous-Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (SCP 120.01), mais est exclu du champ d'application du régime de pension complémentaire sectoriel en vertu de l'article 8 de la convention collective de travail du 8 octobre 2020 introduisant le régime de pension complémentaire sectoriel social.

19. Prestations Acquises

Lorsqu'en cas de sortie, l'Affilié choisit de laisser ses Réserves Acquises chez Sefoplus OFP, la Prestation Acquise est la Pension complémentaire à laquelle l'Affilié peut prétendre au moment de la Mise à la Retraite.

20. Réserves Acquises

Les réserves auxquelles l'Affilié a droit à un moment donné, conformément au présent règlement de pension. Ces réserves sont égales :

1. au montant sur le compte individuel, égal aux contributions nettes versées par l'Organisateur, majorées le cas échéant des réserves transférées par l'Affilié concerné à partir d'un autre organisme de pension ; et
2. aux prestations de solidarité relatives au financement du volet pension attribuées dans le cadre de l'engagement de solidarité ;
3. capitalisées au Rendement Financier Net de Sefoplus OFP comme défini à l'article 2.10.

Le cas échéant, ces Réserves Acquises sont augmentées dans le cadre de la Garantie de Rendement LPC.

21. Réserve Libre

Conformément à l'article 4-8 de l'AR LPC, une Réserve Libre est constituée dans le Patrimoine Distinct dans lequel le compartiment PCS SCP 120.01 est géré.

Cette Réserve Libre est financée au moyen :

- de la partie du Rendement Financier Net qui, conformément à l'article 2.10, n'est pas immédiatement inscrite sur les comptes individuels des Affiliés.

- des prestations qui, pour des raisons qui ne sont pas imputables à Sefoplus OFP, ne peuvent pas être payées par Sefoplus OFP ;
- et, le cas échéant, d'une contribution supplémentaire versée par l'Organisateur dans la Réserve Libre.

Cette Réserve Libre sert de tampon et est affectée à l'apurement, au besoin, d'un déficit par rapport à la Garantie de Rendement LPC sur les comptes individuels et, le cas échéant, à l'attribution de rendements ou contributions supplémentaires.

22. LPC

La loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale, ci-après abrégée « LPC ». Les termes employés dans le présent règlement de pension doivent être compris au sens de et conformément aux définitions données à l'article 3 LPC.

23. Garantie de Rendement LPC

La garantie de rendement minimum légale sur les contributions patronales telle que prévue à l'article 24 de la LPC pour les Affiliés actifs et à l'article 3, §3 de l'AR LPC pour les Affiliés Passifs, qui doit être garantie par l'Organisateur aux moments définis dans la LPC.

En cas de modification du taux d'intérêt pour le calcul de la Garantie de Rendement LPC pour les Affiliés Actifs, conformément à l'article 24 de la LPC, la méthode verticale est appliquée. Cela signifie que l'ancien taux d'intérêt est d'application jusqu'au moment de la modification sur les contributions dues sur la base du règlement de pension avant la modification. Le nouveau taux d'intérêt est appliqué à partir de la modification : (i) aux contributions dues sur la base du règlement de pension à partir de la modification et (ii) au montant résultant de la capitalisation à l'ancien taux d'intérêt des contributions dues sur la base du règlement de pension jusqu'au moment de la modification.

24. Employeur

Les Employeurs visés à l'article 1, §1 de la convention collective de travail du 8 octobre 2020 introduisant le régime de pension complémentaire sectoriel social, ainsi que des conventions collectives de travail éventuelles ultérieures modifiant le régime de pension sectoriel social, à l'exception des entreprises ou (unités d'établissement des) employeurs qui, conformément à la convention collective de travail du 8 octobre 2020 fixant les conditions d'exclusion du champ d'application du régime de pension complémentaire sectoriel, sont exclus du champ d'application du Régime de Pension Sectoriel.

25. LIRP

La loi du 27 octobre 2006 relative au contrôle prudentiel des institutions de retraite professionnelle.

CHAPITRE III

AFFILIATION

Article 3

§1 Tous les ouvriers qui, au 1^{er} janvier 2021 ou après cette date, sont liés par un contrat de travail avec un Employeur, à l'exclusion des étudiants et des apprentis, sont affiliés à l'Engagement de Pension Sectoriel.

§2 Les ouvriers visés à l'article 3 §1 du présent règlement de pension sont affiliés d'office à l'Engagement de Pension Sectoriel, c'est-à-dire soit dès le 1^{er} janvier 2021 pour les ouvriers qui sont déjà occupés à ce moment par un Employeur, soit à la date d'entrée en service pour les ouvriers qui entrent au service d'un Employeur à partir du 1^{er} janvier 2021. Ils restent affiliés aussi longtemps qu'ils sont en service chez un Employeur. La LPC prévoit toutefois une exception : les personnes qui ont effectivement pris leur pension légale (anticipée), mais qui sont ensuite maintenues au travail ou réengagées en vertu d'un contrat de travail conclu avec un Employeur, ne restent pas affiliées ou ne deviennent pas affiliées à l'Engagement de Pension Sectoriel.

CHAPITRE IV

DROITS ET OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

Article 4

§1 Puisque l'Engagement de Pension Sectoriel est un engagement de pension de type « contributions définies » sans rendement garanti, l'Organisateur a l'obligation, vis-à-vis des Affiliés Actifs, de transférer les contributions définies à l'Organisme de Pension, conformément au présent règlement de pension et à la convention de gestion et l'acte d'adhésion y afférent conclue entre l'organisateur et l'Organisme de Pension. L'Organisateur ne garantit pas de rendement garanti, mais est néanmoins tenu de respecter la Garantie de Rendement LPC.

§ 2 Par ailleurs, l'Organisateur s'engage, à l'égard des Affiliés, à tout mettre en œuvre pour la bonne exécution de l'Engagement de Pension Sectoriel.

§3 L'Organisateur fournira à Sefoplus OFP, en temps voulu et à intervalles réguliers, tous les renseignements nécessaires pour permettre à Sefoplus OFP d'exécuter et de gérer correctement l'Engagement de Pension Sectoriel conformément au présent règlement de pension et à la convention de gestion et l'acte d'adhésion y afférent conclus entre l'Organisateur et l'Organisme de Pension. Sefoplus OFP n'est tenu à l'exécution de ses obligations que dans la mesure où toutes ces données lui sont fournies par l'Organisateur.

Cela concerne en tout cas des données suivantes :

1. les nom(s), prénom(s) et date de naissance de l'Affilié ainsi que la langue, l'état civil et le numéro d'identification à la sécurité sociale ;
2. l'adresse de l'Affilié ;
3. pour tout Affilié : la dénomination, le siège social et le numéro B.C.E. de l'Employeur auquel l'Affilié est ou était lié par un contrat de travail depuis son affiliation au Régime de Pension Sectoriel ;
4. la rémunération trimestrielle brute de l'Affilié ;
5. tout autre renseignement nécessaire, comme demandé à l'Organisateur par l'Organisme de Pension.

L'Organisateur est également tenu de communiquer sans délai à Sefoplus OFP toute modification survenant au niveau des données précitées pendant la durée de l'affiliation.

§4 L'Organisateur met sur pied, à l'usage des Affiliés, un helpdesk organisé via Sefoplus OFP.

CHAPITRE V DROITS ET OBLIGATIONS DES AFFILIÉS ET/OU DE LEUR(S) BÉNÉFICIAIRE(S)

Article 5

§1 L'Affilié et/ou son (ses) Bénéficiaire(s) se soumet(tent) aux dispositions de la convention collective de travail du 8 octobre 2020 introduisant le régime de pension complémentaire sectoriel social, ainsi qu'aux éventuelles conventions collectives de travail ultérieures modifiant ces dispositions. Ces documents doivent être considérés comme un tout.

§2 L'Affilié et/ou son (ses) Bénéficiaire(s) transmet(tent), le cas échéant, les données manquantes à Sefoplus OFP.

§3 Si l'Affilié et ou son (ses) Bénéficiaire(s) vien(nen)t à ne pas respecter une condition qui lui (leur) est imposée par le présent règlement de pension ou par une convention collective de travail comme défini au §1 et à perdre de ce fait la jouissance d'un quelconque droit, l'Organisateur et Sefoplus OFP seront dans la même mesure déchargés de leurs obligations découlant de l'Engagement de Pension Sectoriel à l'égard de l'Affilié et/ou de son (ses) Bénéficiaire(s).

CHAPITRE VI DROITS ET OBLIGATIONS DE L'ORGANISME DE PENSION

Article 6

§1 L'Organisateur confie la gestion et l'exécution de l'Engagement de Pension Sectoriel à Sefoplus OFP.

§2 Sefoplus OFP s'engage à ce propos à une obligation de moyens. En d'autres termes, Sefoplus OFP s'engage à gérer au mieux et le plus soigneusement possible (en bon père de famille) les contributions définies versées par l'Organisateur afin d'atteindre son objectif, sans s'engager à un résultat. Les contributions versées par l'Organisateur seront capitalisées au Rendement Financier Net comme défini à l'article 2.10 du présent règlement de pension dès leur inscription sur le compte individuel.

§3 Sefoplus OFP gère les actifs de manière prudentielle dans l'intérêt des Affiliés et des Bénéficiaires. A cette fin, Sefoplus OFP élabore une politique de placement conformément à la LIRP et à l'AR LIRP et la fixe dans une déclaration relative aux principes de placement ou « statement of investment principles » (SIP). Sefoplus OFP suit attentivement l'exécution correcte du SIP.

CHAPITRE VII

PRESTATIONS

Article 7

§1 L'Engagement de Pension Sectoriel a pour objectif, en complément de la pension légale :

- de constituer un capital de pension complémentaire (ou une rente correspondante) qui sera versé à l'Affilié au moment de sa Mise à la Retraite s'il est en vie ;
- de verser un capital décès (ou une rente correspondante) au(x) Bénéficiaire(s) si l'Affilié décède avant (le versement du capital de pension complémentaire faisant suite à) sa Mise à la Retraite.

§2 Puisque l'Engagement de Pension Sectoriel est un engagement de pension de type « contributions définies » sans rendement garanti, l'Organisateur garantit uniquement le paiement de la contribution définie sans prendre d'engagement en termes de capitalisation des contributions. L'Organisateur respectera néanmoins les obligations en termes de Garantie de Rendement LPC telles que définies à l'article 2.23. Sefoplus OFP s'engage à une obligation de moyens et ne garantit pas de rendement. Les contributions versées par l'Organisateur seront capitalisées sur la base du Rendement Financier Net comme défini à l'article 2.10.

§3 Cette capitalisation court au maximum jusqu'à trois mois après la Mise à la Retraite ou la date de décès (si Sefoplus OFP n'a pas encore pu procéder à ce moment au versement de l'acompte).

CHAPITRE VIII

PAIEMENT DE LA PENSION COMPLÉMENTAIRE ET PRESTATION EN CAS DE DÉCÈS

SECTION I PAIEMENT EN CAS DE RETRAITE A L'ÂGE LÉGAL DE LA PENSION (ANTICIPÉE)

Article 8

§1 La Pension Complémentaire (ou la rente correspondante) est payée lors de la Mise à la Retraite conformément à la LPC.

§2 La Pension Complémentaire à laquelle l'Affilié prétend lors de sa Mise à la Retraite est égale au montant sur le compte individuel de l'Affilié chez Sefoplus OFP à ce moment, éventuellement revu à la hausse afin de garantir le Garantie de Rendement LPC.

§3 Au plus tard trois mois avant la Mise à la Retraite ou lorsque Sefoplus OFP est informé de la date de la Mise à la Retraite, l'Affilié reçoit un courrier de Sefoplus OFP mentionnant le montant de ses Réserves Acquises à ce moment ainsi que les formalités à remplir dans le cadre du paiement de la Pension Complémentaire.

§4 L'Affilié doit ensuite transmettre à Sefoplus OFP les formulaires complétés ainsi que les annexes demandées afin que Sefoplus OFP puisse procéder au paiement de la Pension Complémentaire.

SECTION II PRESTATION EN CAS DE DÉCÈS

Article 9

§1 Si l’Affilié décède avant sa Mise à la Retraite ou avant que la Pension Complémentaire n’ait été (intégralement) versée à la suite de sa Mise à la Retraite, une prestation en cas de décès égale aux Réserves Acquises de l’Affilié au moment du décès sera payée au(x) Bénéficiaire(s). Elle sera octroyée suivant l’ordre défini ci-dessous :

- (1) Le/la Partenaire ;
- (2) à défaut, les Enfants ou leurs ayants droit en cas de pré-décès, par subrogation, en parts égales ;
- (3) à défaut, les Bénéficiaires désignés par l’Affilié au moyen du formulaire bénéficiaire envoyé à Sefoplus OFP par courrier recommandé. Le cachet de la poste apposé sur le courrier recommandé (preuve de la date de remise) vaut comme preuve de la désignation. L’Affilié peut modifier ou révoquer la désignation d’un Bénéficiaire en envoyant un nouveau formulaire bénéficiaire par courrier recommandé, auquel cas le cachet de la poste apposé sur le courrier recommandé vaudra comme date de changement ou de révocation du Bénéficiaire désigné. Seules des personnes physiques peuvent être désignées Bénéficiaires par l’Affilié.

A défaut des Bénéficiaires, basé sur l’ordre mentionné ci-dessus, les Réserves Acquises ne sont pas octroyées, mais versées dans la Réserve Libre.

§2 L’Affilié peut, à sa demande expresse, modifier l’ordre des bénéficiaires entre le rang (1) et le rang (2). Dans ce cas, les Enfants (ou leur ayants droit en cas de pré-décès) deviennent les premiers bénéficiaires en rang. A cette fin, l’Affilié doit envoyer à Sefoplus OFP, par courrier recommandé, le formulaire bénéficiaire prévu à cet effet. Le cachet de la poste apposé sur le courrier recommandé (preuve de la date de remise) vaut comme preuve du changement d’ordre des bénéficiaires. L’Affilié peut révoquer ce changement d’ordre des bénéficiaires en envoyant un nouveau courrier recommandé, auquel cas le cachet de la poste apposé sur le courrier recommandé vaudra comme date de révocation.

§3 L’Affilié peut, à sa demande expresse, ajouter au rang (2) de l’ordre des bénéficiaires précités les enfants de sa ou de son Partenaire qui sont domiciliés à l’adresse de l’Affilié. A cette fin, l’Affilié doit envoyer à Sefoplus OFP, par courrier recommandé, le formulaire bénéficiaire prévu à cet effet. Le cachet de la poste apposé sur le courrier recommandé (preuve de la date de remise) vaut comme preuve d’extension du rang (2) aux enfants de la ou du Partenaire. L’Affilié peut révoquer cette extension du rang (2) aux enfants de la ou du Partenaire en envoyant un nouveau courrier recommandé, auquel cas le cachet de la poste apposé sur le courrier recommandé vaudra comme date de révocation.

§4 S’il y a plusieurs Bénéficiaires sur la base de l’ordre défini au §1, la prestation de décès sera partagée à parts égales.

§5 Si le décès de l’Affilié résulte d’un acte intentionnel du Bénéficiaire, ledit Bénéficiaire ne peut pas prétendre à la prestation de décès. Dans ce cas, les autres Bénéficiaires éventuels du même rang ou les Bénéficiaires du rang suivant ont bien droit à une prestation de décès.

§6 Dans tous les cas, Sefoplus OFP ne paiera la prestation en cas de décès qu’une seule fois. Ni Sefoplus OFP ni l’Organisateur ne peut être tenu responsable des éventuelles conséquences fiscales, civiles, patrimoniales ou autres de l’ordre des bénéficiaires.

§7 Après avoir été informé du décès de l'Affilié, Sefoplus OFP adressera un courrier à l'adresse officielle de l'Affilié décédé appelant le(s) Bénéficiaire(s) à renvoyer les formulaires transmis, dûment complétés, en ce compris les annexes demandées (attestations et pièces justificatives) dont Sefoplus OFP a besoin en vue du paiement de la prestation de décès.

CHAPITRE IX MODALITÉS DE PAIEMENT

Article 10

§1 Afin que Sefoplus OFP puisse effectivement procéder au paiement de la Pension Complémentaire ou de la prestation en cas de décès, il doit disposer des données salariales (Base de Pension) concernant toute la durée d'affiliation de l'Affilié au Régime de Pension Sectoriel.

§2 L'Affilié ou le Bénéficiaire recevra un acompte calculé sur la base des données salariales disponibles à ce moment au plus tard un mois après que Sefoplus OFP aura reçu le formulaire complété et l'ensemble des annexes (attestations et pièces justificatives) qui sont nécessaires pour pouvoir procéder au paiement. En cas de Mise à la Retraite, ledit acompte peut être payé au plus tôt dès la date de Mise à la Retraite.

§3 Le solde éventuel - avec un minimum de 15 EUR - de la Pension Complémentaire ou de la prestation en cas de décès sera payé par Sefoplus OFP au cours du mois de septembre de l'année qui suit la date de versement de l'acompte.

CHAPITRE X FORME DE PAIEMENT

Article 11

L'Affilié ou, le cas échéant, son/ses Bénéficiaire(s) peu(ven)t choisir entre :

- soit un paiement unique en capital,
- soit une conversion du capital en une rente viagère annuelle.

Article 12

§1 Une conversion du capital en une rente viagère annuelle n'est toutefois pas possible lorsque le montant annuel de la rente de départ ne dépasse pas 500 EUR brut. Ce montant est indexé suivant les dispositions de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants (montant tel que connu au moment de la signature de la convention collective de travail du 8 octobre 2020 introduisant le régime de pension complémentaire sectoriel social : 646,80 EUR).

§2 Si Sefoplus OFP ne reçoit pas de demande de conversion de l'Affilié ou, le cas échéant, du Bénéficiaire dans le mois à partir de la notification comme prévu à l'article 8, §3 ou à l'article 9, §7, l'Affilié et/ou son Bénéficiaire est censé avoir opté pour le paiement d'un capital unique.

CHAPITRE XI CONTRIBUTIONS

Article 13

§1 Conformément à l'article 4, l'Organisateur verse à Sefoplus OFP, par trimestre, pour financer l'Engagement de Pension Sectoriel, une contribution fixe par Affilié Actif, conformément à la convention collective de travail du 8 octobre 2020 introduisant le régime de pension complémentaire sectoriel social, qui s'élève à 1 % de la Base de Pension au 1^{er} janvier 2021. La contribution définie pour un trimestre est inscrite à la fin du trimestre concerné sur les comptes individuels des Affiliés.

§2 Conformément à l'article 7 §3 de la convention collective de travail du 8 octobre 2020 introduisant le régime de pension complémentaire sectoriel social, une prime de départ égale à 1 % de la Base de Pension de 2020 sera inscrite le 1^{er} avril 2021 sur les comptes individuels des Affiliés occupés par un Employeur dans le courant de l'année 2020 et qui sont Affiliés Actifs au 31 mars 2021.

§3 Les frais de gestion sont couverts par une augmentation de la contribution, comme défini dans la convention collective de travail du 8 octobre 2020 introduisant le régime de pension complémentaire sectoriel social, qui, au 1^{er} janvier 2021, est égale à 0,20 % de la Base de Pension et qui sert à couvrir les frais de gestion, la cotisation ONSS spéciale de 8,86 % sur la contribution précitée de 1 % de la Base de Pension et l'engagement de solidarité. La convention de gestion et l'acte d'adhésion y afférent conclues entre Sefoplus OFP et l'Organisateur, qui fixe les règles de gestion et de fonctionnement de Sefoplus OFP, détermine le montant des frais de gestion que l'Organisateur transfère à Sefoplus OFP.

CHAPITRE XII RÉSERVES ACQUISES ET PRESTATIONS ACQUISES

Article 14

§1 L'Affilié Actif peut prétendre immédiatement aux Réserves Acquises et aux Prestations Acquises, sans qu'il ne soit question d'une période d'attente.

§2 Si l'Affilié choisit, au moment de la Sortie, de transférer ses Réserves Acquises constituées dans le cadre du présent Régime de Pension Sectoriel vers un autre Organisme de Pension (conformément à l'article 32 §1 de la LPC et comme décrit ci-après à l'article 15 §3 du présent règlement de pension), l'Organisateur est tenu, au moment du transfert, d'apurer les déficits par rapport à la Garantie de Rendement LPC à la date de la Sortie.

CHAPITRE XIII PROCÉDURE EN CAS DE SORTIE

Article 15

§1 Chaque trimestre, Sefoplus OFP détermine, sur base des données DmfA que l'Organisateur met à sa disposition, quels Affiliés sont sortis. .

§2 Par la suite, Sefoplus OFP communiquera par écrit à l'Affilié sortant le montant des Réserves et Prestations Acquises, le maintien de la couverture décès et le type de couverture ainsi que les options possibles énumérées ci-dessous. Cependant, l'Affilié sortant dont la Réserve Acquise est inférieure à 150 EUR conformément à l'article 31 §1 de la LPC et au §4 de cet article ne recevra pas cette notification.

§3 L’Affilié sortant dispose ensuite d’un délai de 30 jours (à compter de la notification par Sefoplus OFP) pour indiquer son choix parmi les options mentionnées ci-dessous en matière d’utilisation de ses Réserves Acquises, éventuellement complétées jusqu’aux montants minimums garantis en exécution de la Garantie de Rendement LPC :

- (1) transférer les Réserves Acquises à l’organisme de pension :
 - soit du nouvel employeur avec lequel il a conclu un contrat de travail, s’il est affilié à l’engagement de pension de cet employeur ;
 - soit du nouvel organisateur du régime de pension sectoriel auquel ressortit l’employeur avec qui il a conclu un contrat de travail, s’il est affilié à l’engagement de pension de cet organisateur ;
- (2) transférer les Réserves Acquises à un organisme de pension qui distribue le bénéfice total entre les Affiliés proportionnellement à leurs réserves et limite les coûts suivant les règles fixées par arrêté royal ;
- (3) laisser les Réserves Acquises auprès de l’Organisme de Pension et maintenir l’Engagement de Pension Sectoriel sans modification (bien entendu sans prétendre à la poursuite du paiement de la contribution fixe par l’Organisateur) avec maintien de la couverture décès égale aux Réserves Acquises.

§4 L’Affilié sortant n’a pas les choix repris au §3 de cet article si les Réserves Acquises au moment de sa Sortie sont inférieures à 150 EUR conformément à l’article 32 §1 de la LPC. Ce montant est indexé suivant les dispositions de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l’indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants. Dans ce cas, les Réserves Acquises restent chez Sefoplus OFP sans modification de l’Engagement de Pension Sectoriel et l’Affilié peut y prétendre au moment de sa Mise à la Retraite.

§5 Lorsque l’Affilié (qui est exclu du champ d’application du §4 du présent article) laisse expirer le délai précité de 30 jours, il est supposé avoir opté pour la possibilité visée à l’article 15, §3, (3) du présent règlement de pension (à savoir laisser les Réserves Acquises chez Sefoplus OFP). A l’expiration de ce délai, l’Affilié peut toutefois solliciter à tout moment le transfert de ses réserves à un Organisme de Pension visé à l’article 15, §3, (1) ou (2) ci-avant.

§6 Sefoplus OFP veillera à ce que le choix de l’Affilié soit mis en œuvre dans les 30 jours qui suivent, pour autant que Sefoplus OFP dispose des renseignements nécessaires à cette fin. Si l’Affilié choisit les options visées à l’article 15, §3, (1) et à l’article 15, §3, (2), ses Réserves Acquises seront actualisées jusqu’à la date du transfert effectif.

§7 Lorsqu’un ancien Affilié qui a choisi de transférer ses Réserves Acquises, conformément à l’article 15, §3, (1) ou à l’article 15, §3, (2) du présent règlement de pension, réintègre le Régime de Pension Sectoriel après le transfert de ses Réserves Acquises, il sera considéré comme un nouvel Affilié.

CHAPITRE XIV**CESSATION DU RÉGIME DE PENSION SECTORIEL****Article 16**

En cas de cessation du Régime de Pension Sectoriel ou de faillite et/ou de dissolution et de liquidation d'un Employeur, les Affiliés concernés acquièrent, en vertu de la LPC, les Réserves Acquises, éventuellement complétées pour atteindre la Garantie de Rendement LPC.

CHAPITRE XV**RÉSERVE LIBRE****Article 17**

§1 Comme prévu à l'article 2.21, une Réserve Libre est constituée dans le Patrimoine Distinct de l'Organisateur.

§2 En cas de cessation de ce Régime de Pension Sectoriel, le montant de la Réserve Libre ne sera en aucun cas, ni entièrement ni partiellement, reversé à l'Organisateur. La Réserve Libre sera par contre répartie entre tous les Affiliés proportionnellement à leurs Réserves Acquises, éventuellement complétées pour atteindre la Garantie de Rendement LPC.

CHAPITRE XVI**RAPPORT DE TRANSPARENCE****Article 18**

§1 Sefoplus OFP établira annuellement un rapport appelé « rapport de transparence » sur la gestion de l'Engagement de Pension Sectoriel et le mettra à disposition de l'Organisateur qui le communiquera sur simple requête aux Affiliés.

§2 Le rapport comprend les éléments suivants :

- le mode de financement de l'Engagement de Pension Sectoriel et les modifications structurelles de ce financement ;
- la stratégie d'investissement à long et à court terme et la mesure dans laquelle sont pris en compte les aspects sociaux, éthiques et environnementaux ;
- le rendement des placements ;
- la structure des frais ;
- la méthode applicable en cas de modification du taux d'intérêt pour le calcul de la Garantie de Rendement LPC (à savoir la méthode verticale) ;
- le niveau actuel de financement de la Garantie de Rendement LPC.

CHAPITRE XVII**INFORMATION ANNUELLE AUX AFFILIÉS : LE RELEVÉ DES DROITS À RETRAITE****Article 19**

§1 Chaque année (en novembre ou en décembre au plus tard), Sefoplus OFP envoie un relevé des droits à retraite à chaque Affilié Actif à l'exception des rentiers et des Affiliés qui ont déjà reçu un acompte sur leur Pension complémentaire tel que visé à l'article 10, §2.

Pour les Affiliés Passifs, Sigedis met un relevé des droits à retraite à disposition sur MyPension.be.

§2 Ce relevé des droits à retraite est établi conformément aux dispositions de l'article 26 de la LPC et aux dispositions pertinentes de la LIRP.

CHAPITRE XVIII DROIT DE MODIFICATION

Article 20

§1 Le présent règlement de pension est conclu en exécution de l'article 4 de la convention collective de travail du 8 octobre 2020 introduisant le régime de pension complémentaire sectoriel social. Il est dès lors indissociable de la convention collective de travail précitée.

§2 Par conséquent, ce règlement de pension ne peut être modifié et/ou annulé que si ladite convention collective de travail est également modifiée et/ou annulée.

CHAPITRE XIX NON-PAIEMENT DES CONTRIBUTIONS

Article 21

§1 Les contributions qui sont ou qui seront à verser en exécution du présent règlement de pension (en ce compris la convention de gestion et l'acte d'adhésion y afférent conclues entre Sefoplus OFP et l'Organisateur fixant les règles de gestion et de fonctionnement) devront être versées trimestriellement par l'Organisateur.

§2 En cas de non-paiement des contributions par l'Organisateur, celui-ci sera mis en demeure par Sefoplus OFP au moyen d'une lettre recommandée.

§3 Cette mise en demeure, sommant l'Organisateur de payer et attirant son attention sur les conséquences du non-paiement, est envoyée au plus tôt 30 jours après l'échéance de la contribution impayée.

§4 Sefoplus OFP doit informer tous les Affiliés actifs du défaut de paiement de l'Organisateur dans les 3 mois qui suivent l'échéance des contributions dues.

CHAPITRE XX PROTECTION ET TRAITEMENT DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

Article 22

§1 Toutes les parties impliquées dans le Régime de Pension Sectoriel, en ce compris toutes les parties chargées de sa gestion et de son exécution (c'est-à-dire, entre autres, Sefoplus OFP et les prestataires de services externes éventuels auxquels il fait appel) s'engagent à respecter la législation et la réglementation applicables en matière de protection des données à caractère personnel. Elles ne pourront traiter les données à caractère personnel des Affiliés et des Bénéficiaires dont elles ont pris connaissance dans le cadre de l'organisation, de la gestion et de l'exécution du Régime de Pension

Sectoriel que conformément à la convention collective de travail du 8 octobre 2020 introduisant le régime de pension complémentaire sectoriel social, à la convention de gestion et l'acte d'adhésion y afférent conclues entre l'Organisateur et l'Organisme de Pension et aux conventions de prestations de services applicables (y compris, le cas échéant, les conventions de traitement des données)). Ces parties s'engagent à actualiser les données, à les corriger et à supprimer les données erronées ou superflues dans les délais imposés ou fixés.

§2 Elles prendront les mesures techniques et organisationnelles appropriées nécessaires pour protéger les données à caractère personnel contre la destruction illicite ou accidentelle, la perte accidentelle, la modification ou l'accès et d'autres traitements non autorisés de ces données personnelles.

§3 Les parties mettront en œuvre les moyens nécessaires au respect des engagements pris en vertu de cet article de sorte à exclure tout usage des données à caractère personnel des Affiliés et des Bénéficiaires à d'autres fins que la gestion et l'exécution de l'Engagement de Pension Sectoriel ou par d'autres personnes que celles qui sont compétentes pour traiter ces données à caractère personnel.

CHAPITRE XXI ENTRÉE EN VIGUEUR

Article 23

§1 Le présent règlement de pension entre en vigueur le 1^{er} janvier 2021 et est conclu pour une durée indéterminée. Son existence est liée à celle de la convention collective de travail du 8 octobre 2020 introduisant le régime de pension complémentaire sectoriel social.

§2 Le présent règlement de pension peut uniquement être modifié ou résilié par convention collective de travail sectorielle, en tenant compte des modalités prévues à l'article 9 de la convention collective de travail du 8 octobre 2020 introduisant le régime de pension complémentaire sectoriel social.

**SOUS-COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE TEXTILE DE L'ARRONDISSEMENT
ADMINISTRATIF DE VERVIERS (SCP 120.01)**

ANNEXE 2

à la convention collective de travail du 8 octobre 2020 introduisant un régime de pension complémentaire sectoriel social

RÈGLEMENT DE SOLIDARITÉ

TABLE DES MATIÈRES

Chapitres

1. Objet
2. Définitions
3. Affiliation
4. Droits et obligations de l'Organisateur
5. Droits et obligations des Affiliés et/ou de leur(s) Bénéficiaire(s)
6. Prestations garanties
7. Exécution des prestations garanties
8. Bases techniques
9. Fonds de Solidarité
10. Contributions
11. Comité de Surveillance
12. Rapport de Transparence
13. Information annuelle aux Affiliés
14. Fiscalité
15. Droit de modification
16. Non-paiement des contributions
17. Protection et traitement des données à caractère personnel
18. Entrée en vigueur

CHAPITRE I. OBJET

Article 1

§1 Le présent règlement de solidarité sectoriel est établi en exécution de l'article 5 de la convention collective de travail du 8 octobre 2020 introduisant le régime de pension complémentaire sectoriel social.

§2 Le présent règlement de solidarité définit l'Engagement de Solidarité Sectoriel. Il fixe les droits et obligations de l'Organisateur, de l'Organisme de Solidarité, des Affiliés, des Bénéficiaires et des Employeurs ressortissant à la Sous-Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (SCP 120.01), à l'exception des entreprises ou (unités d'établissement des) employeurs qui, conformément à la convention collective de travail du 8 octobre 2020 fixant les conditions d'exclusion du champ d'application du régime de pension complémentaire sectoriel, sont exclus du champ d'application du régime de pension complémentaire sectoriel.

§3 Conformément à l'article 10, §1, de la LPC, le présent Engagement de Solidarité Sectoriel a notamment pour objectif de conférer au Régime de Pension Sectoriel le statut particulier défini à l'article 176², 4°bis du code des droits et taxes divers et à l'article 10 de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité. Cet Engagement de Solidarité Sectoriel fait partie intégrante du Régime de Pension Sectoriel.

CHAPITRE II. DÉFINITIONS

Article 2

1. Affiliés

Les ouvriers occupés par les Employeurs remplissant les conditions d'affiliation telles que décrites à l'article 3 du présent règlement de solidarité.

2. Bénéficiaire(s)

La ou les personnes qui, conformément à l'article 10 du règlement de solidarité, prétendent à un paiement de rente en cas de décès de l'Affilié. L'ordre des bénéficiaires est repris à l'article 9 du Règlement de Pension.

3. FSMA

L'Autorité des Services et Marchés financiers.

4. Date de Recalcul

La Date de Recalcul pour le présent Règlement de solidarité est fixée au 1^{er} janvier.

5. Organisateur

Conformément à l'article 3, §1, 5° de la LPC, les organisations représentatives représentées en Sous-Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers

(SCP 120.01) ont désigné le Fonds de Sécurité d'Existence - Pension Complémentaire Sectorielle Textile (FSE-PCS Textile) comme Organisateur du Régime de Pension Sectoriel.

Il s'agit ici d'un Organisateur multisectoriel qui intervient comme organisateur commun pour le régime de pension sectoriel de la Sous-Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (SCP 120.01), pour le Régime de pension sectoriel de la Commission paritaire de l'industrie textile (CP 120) et pour le régime de pension sectoriel de la Commission paritaire pour les employés de l'industrie textile (CP 214).

Dans la mesure où le FSE-PCS Textile intervient pour plusieurs (sous-)commissions paritaires, il aura pour unique but, conformément à la LPC, la constitution de pensions complémentaires.

6. AR Financement

L'arrêté royal du 14 novembre 2003 fixant les règles concernant le financement et la gestion de l'engagement de solidarité.

7. AR Solidarité

L'arrêté royal du 14 novembre 2003 fixant les prestations de solidarité liées aux régimes de pension complémentaire sociaux.

8. AR LPC

L'arrêté royal du 14 novembre 2003 portant exécution de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale.

9. Règlement de Pension

Le Règlement de Pension établi en exécution de l'article 4 de la convention collective de travail du 8 octobre 2020 introduisant le régime de pension complémentaire sectoriel social.

10. Régime de Pension Sectoriel

L'engagement de pension collectif réalisé par l'Organisateur tel que défini dans la convention collective de travail du 8 octobre 2020 introduisant le régime de pension complémentaire sectoriel social et dans le Règlement de Pension. Le Régime de Pension Sectoriel est un régime de pension social qui se compose d'une part d'un engagement de pension sectoriel (volet pension) régi par le Règlement de Pension et, d'autre part, d'un Engagement de Solidarité Sectoriel (volet solidarité) régi par le présent règlement de solidarité.

11. Engagement de Solidarité Sectoriel

L'engagement de prestations de solidarité réalisé par l'Organisateur pour les Affiliés et/ou leur(s) Bénéficiaire(s) conformément à l'AR Solidarité en exécution de la convention collective de travail du 8 octobre 2020 introduisant le régime de pension complémentaire sectoriel, ainsi que des éventuelles conventions collectives de travail ultérieures la modifiant.

L'Engagement de Solidarité Sectoriel fait partie intégrante du Régime de Pension Sectoriel.

12. Organisme de Solidarité

Belfius Insurance SA, entreprise d'assurances agréée sous le n° de code 0037, qui porte le numéro d'entreprise 0405.764.064 et dont le siège social est sis Place Charles Rogier 11, 1210 Bruxelles, désignée Organisme de Solidarité par l'Organisateur en exécution de la convention collective de travail du 8 octobre 2020 introduisant le régime de pension complémentaire sectoriel social, à qui la gestion et l'exécution de l'Engagement de Solidarité Sectoriel ont été confiées.

13. Fonds de Solidarité

Le fonds collectif créé auprès de l'Organisme de Solidarité dans le cadre du présent Engagement de Solidarité Sectoriel et géré séparément de ses autres activités.

14. Comité de Surveillance

Le comité constitué au sein de l'Organisateur qui se compose pour la moitié des organisations représentatives des travailleurs représentées en Sous-Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (SCP 120.01) et, pour l'autre moitié, de l'organisation représentative des employeurs représentée en Sous-Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (SCP 120.01).

15. Rapport de Transparence

Le rapport annuel établi par l'Organisme de Solidarité au sujet de sa gestion de l'Engagement de Solidarité Sectoriel.

16. Sortie

Par Sortie, il convient d'entendre :

- Soit la fin du contrat de travail (autrement que par le décès ou la Mise à la Retraite) pour autant qu'elle ne soit pas suivie par la conclusion d'un contrat de travail avec un autre Employeur ressortissant également à la Sous-Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (SCP 120.01). Par Sortie, il convient également d'entendre la fin du contrat de travail (autrement que par la Mise à la Retraite ou le décès) suivie par la conclusion d'un contrat de travail avec un employeur qui, en vertu de l'article 8 de la convention collective de travail du 8 octobre 2020 introduisant le régime de pension complémentaire sectoriel social, est exclu du champ d'application du régime de pension complémentaire sectoriel ;
- Soit la fin de l'affiliation parce que le travailleur ne remplit plus les conditions d'affiliation du régime de pension sectoriel sans que cela coïncide avec la fin du contrat de travail, autrement que par le décès ou la mise à la retraite ;
- Soit la fin de l'affiliation parce que l'Employeur ou, en cas de changement de contrat de travail, le nouvel Employeur ne ressortit bien à la Sous-Commission paritaire de l'industrie textile de l'arrondissement administratif de Verviers (SCP 120.01), mais est exclu du champ d'application du régime de pension complémentaire sectoriel en vertu de l'article 8 de la convention collective de travail du 8 octobre 2020 introduisant le régime de pension complémentaire sectoriel social.

17. LPC

La loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale, ci-après abrégée « LPC ». Les termes employés dans le règlement de solidarité doivent être compris au sens de et conformément aux définitions données à l'article 3 LPC.

18. Garantie de Rendement LPC

La garantie de rendement minimum légale sur les contributions patronales telle que prévue à l'article 24 de la LPC pour les Affiliés actifs et à l'article 3, §3 de l'AR LPC pour les Affiliés passifs, qui doit être garantie par l'Organisateur aux moments définis dans la LPC.

En cas de modification du taux d'intérêt pour le calcul de la Garantie de Rendement LPC pour les Affiliés actifs, conformément à l'article 24 de la LPC, la méthode verticale est appliquée. Cela signifie que l'ancien taux d'intérêt est d'application jusqu'au moment de la modification sur les contributions dues sur la base du règlement de pension avant la modification. Le nouveau taux d'intérêt est appliqué à partir de la modification (i) aux contributions dues sur la base du règlement de pension à partir de la modification et (ii) au montant résultant de la capitalisation à l'ancien taux d'intérêt des contributions dues sur la base du règlement de pension jusqu'au moment de la modification.

19. Employeur

Les Employeurs visés à l'article 1, §1 de la convention collective de travail du 8 octobre 2020 introduisant le régime de pension complémentaire sectoriel social, ainsi que des conventions collectives de travail éventuelles ultérieures modifiant le régime de pension sectoriel social, à l'exception des entreprises ou (unités d'établissement des) employeurs qui, conformément à la convention collective de travail du 8 octobre 2020 fixant les conditions d'exclusion du champ d'application du régime de pension complémentaire sectoriel, sont exclus du champ d'application du Régime de Pension Sectoriel.

Puisque le présent Engagement de Solidarité Sectoriel fait partie intégrante du Régime de Pension Sectoriel, les termes utilisés ci-après qui ne seraient pas repris dans la liste ci-dessus s'entendent au sens qui leur est donné à l'article 3 de la LPC ou dans la liste des termes reprise à l'article 2 du Règlement de Pension.

CHAPITRE III AFFILIATION

Article 3

§1 Tous les ouvriers qui, au 1^{er} janvier 2021 ou après cette date, sont liés par un contrat de travail avec un Employeur, à l'exclusion des étudiants et des apprentis, sont affiliés au Régime de Solidarité Sectoriel.

§2 Les ouvriers visés à l'article 3 §1 du présent règlement de solidarité sont affiliés d'office au Régime de Solidarité Sectoriel, c'est-à-dire soit dès le 1^{er} janvier 2021 pour les ouvriers qui sont déjà occupés à ce moment par un Employeur, soit à la date d'entrée en service pour les ouvriers qui entrent au service d'un Employeur à partir du 1^{er} janvier 2021. Ils restent affiliés aussi longtemps qu'ils sont en service

chez un Employeur. Il existe toutefois une exception : les personnes qui ont effectivement pris leur pension légale (anticipée), mais qui sont ensuite maintenues au travail ou réengagées en vertu d'un contrat de travail conclu avec un Employeur, ne restent pas affiliées ou ne deviennent pas affiliées au Régime de Solidarité Sectoriel.

CHAPITRE IV DROITS ET OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

Article 4

§1 L'Organisateur s'engage, à l'égard de tous les Affiliés, à tout mettre en œuvre pour la bonne exécution de la convention collective de travail du 8 octobre 2020 introduisant le régime de pension complémentaire sectoriel social, ainsi que des conventions collectives de travail éventuelles ultérieures le modifiant, en ce compris le Règlement de Pension et le présent règlement de solidarité.

§2 La contribution due par l'Organisateur en vue du financement de l'Engagement de Solidarité Sectoriel est transférée sans tarder par l'Organisateur à l'Organisme de Solidarité. Ce transfert a lieu chaque trimestre.

§3 L'Organisateur fournira à l'Organisme de Solidarité, en temps voulu et à intervalles réguliers, tous les renseignements nécessaires pour permettre à l'Organisme de Solidarité d'exécuter et de gérer correctement l'Engagement de Solidarité Sectoriel conformément au présent règlement de solidarité. L'Organisme de Solidarité n'est tenu à l'exécution de ses obligations que dans la mesure où toutes ces données lui sont fournies (en temps voulu) par l'Organisateur.

Cela concerne en tout cas des données suivantes :

1. pour chaque Affilié, le nombre de jours de chômage économique tel que défini à l'article 7 ;
2. pour chaque Affilié, le nombre de jours d'incapacité de travail pour cause de maladie (professionnelle), d'accident (du travail) et/ou de protection de la maternité tel que défini aux articles 8 et 9 ;
3. tout autre renseignement nécessaire, comme demandé par l'Organisme de Solidarité.

L'Organisateur est également tenu de communiquer sans délai à l'Organisme de Solidarité toute modification survenant au niveau des données précitées pendant la durée de l'affiliation.

§4 L'Organisateur met sur pied, à l'usage des Affiliés, un helpdesk organisé via Sefoplus OFP (l'organisme de pension).

CHAPITRE V DROITS ET OBLIGATIONS DES AFFILIÉS ET/OU DE LEUR(S) BÉNÉFICIAIRE(S)

Article 5

§1 L'Affilié et/ou son (ses) Bénéficiaire(s) se soumet(tent) aux dispositions de la convention collective de travail du 8 octobre 2020 introduisant le régime de pension complémentaire sectoriel social, ainsi qu'aux éventuelles conventions collectives de travail ultérieures modifiant ces dispositions. Ces documents doivent être considérés comme un tout.

§2 L'Affilié et/ou son (ses) Bénéficiaire(s) transmet(tent), le cas échéant, les données manquantes à l'Organisme de Solidarité.

§3 Si l'Affilié et ou son (ses) Bénéficiaire(s) vien(nen)t à ne pas respecter une condition qui lui (leur) est imposée par le présent règlement de solidarité ou par une convention collective de travail comme défini au §1 et à perdre de ce fait la jouissance d'un quelconque droit, l'Organisateur et l'Organisme de Solidarité seront dans la même mesure déchargés de leurs obligations découlant de l'Engagement de Solidarité Sectoriel à l'égard de l'Affilié et/ou de son (ses) Bénéficiaire(s).

CHAPITRE VI PRESTATIONS GARANTIES

Article 6

§1 Conformément à l'article 43, §1 de la LPC tel qu'exécuté par l'AR Solidarité, le présent règlement de solidarité a pour but de garantir l'Engagement de Solidarité Sectoriel.

§2 Les Affiliés n'ont droit à l'exécution effective des prestations de solidarité qu'à condition que l'Organisme de Solidarité ait reçu les contributions en leur faveur pour le financement de cet Engagement de Solidarité Sectoriel, comme précisé dans le règlement de solidarité.

§3 Pour l'exécution des prestations de solidarité visées aux articles 7, 8 et 9, on se base sur une semaine de travail de 5 jours.

SECTION I POURSUITE DE LA CONSTITUTION DES DROITS DE PENSION PENDANT LES PÉRIODES DE CHÔMAGE ÉCONOMIQUE

Article 7

§1 Durant les périodes de chômage temporaire pour raisons économiques de l'Affilié au sens de l'article 51 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail (code 71 dans le flux de données de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale), l'Organisme de Solidarité se charge de poursuivre le financement du volet pension sur base forfaitaire et ce, pendant un total maximal de 30 jours par année civile. Le cas échéant, cette constitution des droits de pension est répartie sur plusieurs périodes de chômage temporaire jusqu'à ce que le maximum de 30 jours par année civile soit atteint.

§2 Dans ce contexte, un forfait de 0,50 EUR par jour de chômage économique de l'Affilié comme défini ci-dessus, avec un maximum de 30 jours par année civile, sera inscrit sur le compte individuel de pension de l'Affilié en question auprès de Sefoplus OFP (l'organisme de pension).

§3 Cette poursuite de la constitution des droits de pension est applicable quel que soit le temps de travail défini dans le contrat de travail et est appliquée proportionnellement au pourcentage d'occupation de l'Affilié au moment de l'entame de la période de chômage temporaire comme décrit au §1.

SECTION II POURSUITE DE LA CONSTITUTION DES DROITS DE PENSION PENDANT LES PÉRIODES D'INCAPACITÉ DE TRAVAIL RÉSULTANT D'UNE MALADIE (PROFESSIONNELLE) ET/OU D'UN ACCIDENT (DU TRAVAIL)

Article 8

§1 Durant les périodes d'indemnisation dans le cadre d'une incapacité de travail pour cause de maladie ou d'accident, et dans le cadre d'une incapacité de travail temporaire pour cause d'accident de travail ou de maladie professionnelle de l'Affilié (codes 10, 50, 60 ou 61 dans les flux de données de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale), l'Organisme de Solidarité se charge de poursuivre le financement du volet pension sur base forfaitaire durant les périodes précitées et ce, pendant maximum 30 jours par année civile après la période de salaire garanti. Le cas échéant, cette constitution des droits de pension est répartie sur plusieurs périodes d'incapacité de travail jusqu'à ce que le maximum de 30 jours par année civile soit atteint.

§2 Dans ce contexte, un forfait de 0,50 EUR sera inscrit sur le compte individuel de pension de l'Affilié en question auprès de Sefoplus OFP (l'organisme de pension) pour chaque jour où l'Affilié s'est trouvé dans une période définie ci-dessus, après la période de salaire garanti et avec un maximum de 30 jours par année civile. Cette prestation de solidarité n'est octroyée que si, dans le chef de l'Affilié, durant les quatre trimestres consécutifs précédant le trimestre au cours duquel l'Affilié est tombé en incapacité de travail conformément à l'article 8, §1, ou pendant tous les trimestres depuis l'entrée en service de l'Affilié si ceux-ci sont inférieurs à quatre, des contributions ont été versées dans le chef de l'Affilié conformément à l'article 7 de la convention collective de travail du 8 octobre 2020 introduisant le régime de pension complémentaire sectoriel social ou aux éventuelles conventions collectives de travail ultérieures la modifiant. Néanmoins, cette condition ne s'applique pas pendant la première année suivant l'instauration de l'Engagement de Solidarité Sectoriel le 1^{er} janvier 2021.

Une période d'incapacité de travail indemnisée conformément à l'article 8, §1 ne peut cependant être prise en compte pour l'application de cette prestation de solidarité que si elle n'a commencé à courir qu'à la date d'introduction de l'Engagement de Solidarité Sectoriel (1^{er} janvier 2021) ou après cette date.

§3 Cette poursuite de la constitution des droits de pension est applicable quel que soit le temps de travail défini dans le contrat de travail et est appliquée proportionnellement au pourcentage d'occupation de l'Affilié au moment de l'entame de la période d'incapacité de travail comme décrit au §1.

SECTION III POURSUITE DE LA CONSTITUTION DES DROITS DE PENSION PENDANT LES PÉRIODES D'INCAPACITÉ DE TRAVAIL DANS LE CADRE DE LA PROTECTION DE LA MATERNITÉ

Article 9

§1 Durant les périodes indemnisiées d'incapacité de travail temporaire dans le cadre de la protection de la maternité (code 51 dans les flux de données de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale), l'Organisme de Solidarité se charge de poursuivre le financement du volet pension sur base forfaitaire durant les périodes précitées et ce, pendant les 30 premiers jours de cette période de protection de la maternité.

§2 Dans ce contexte, un forfait de 0,50 EUR par jour durant les 30 premiers jours de la période de protection de la maternité sera inscrit sur le compte individuel de pension de l’Affilié en question auprès de Sefoplus OFP (l’organisme de pension).

§3 Cette poursuite de la constitution des droits de pension est applicable quel que soit le temps de travail défini dans le contrat de travail et est appliquée proportionnellement au pourcentage d’occupation de l’Affilié au moment de l’entame de la période de protection de la maternité comme décrit au §1.

SECTION IV PAIEMENT DE RENTE EN CAS DE DÉCÈS

Article 10

§1 En cas de décès d’un Affilié, l’Organisme de Solidarité verse au(x) Bénéficiaire(s) tels que désignés à l’article 9 du Règlement de Pension, une indemnité sous forme d’un paiement de rente, à condition toutefois que :

- des contributions aient été versées dans le chef de l’Affilié durant les quatre trimestres précédent le décès ou pendant tous les trimestres depuis l’entrée en service de l’Affilié s’ils représentent moins de quatre trimestres, conformément à l’article 7 de la convention collective de travail du 8 octobre 2020 introduisant le régime de pension complémentaire sectoriel social ou aux éventuelles conventions collectives de travail ultérieures la modifiant ; et
- le décès de l’Affilié survienne dans les 365 jours qui suivent le dernier jour presté de l’Affilié.

§2 Le capital constitutif dans le but de financer le versement de la rente susmentionnée s’élève à 250 EUR brut (le cas échéant, participation bénéficiaire comprise). Ce capital sera affecté à la constitution d’une rente viagère non indexée sur la tête du ou des Bénéficiaire(s).

§3 Toutefois, si la rente annuelle, après déduction des charges fiscales et parafiscales légales, est inférieure à 300 EUR, le capital net constitutif sera versé. Ce montant est indexé suivant les dispositions de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l’indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

CHAPITRE VII EXÉCUTION DES PRESTATIONS GARANTIES

SECTION I PRESTATIONS DE SOLIDARITÉ TELLES QUE DÉCRITES AUX ARTICLES 7, 8 ET 9

Article 11

§1 Les prestations de solidarité telles que décrites aux articles 7, 8 et 9 du règlement de solidarité sont versées par l’Organisme de Solidarité à l’organisme de pension qui les inscrit sur les comptes individuels des Affiliés concernés.

§2 Au moment de l'octroi, les prestations de solidarité seront capitalisées en tenant compte du taux d'intérêt contractuel qui avait été convenu pour les prestations de solidarité telles que décrites aux articles 7, 8 et 9 du règlement de solidarité.

Article 12

Si, au cours de l'année écoulée, un Affilié s'est trouvé dans une des situations visées à l'article 7, 8 ou 9 et s'il ou si son (ses) Bénéficiaire(s) a (ont) touché l'acompte sur la pension complémentaire, la pension complémentaire ou la prestation en cas de décès dans la même année, les prestations de solidarité visées à l'article 7, 8 ou 9 et auxquelles l'intéressé peut prétendre, seront imputées sur le solde qui lui sera attribué dans le cadre du Règlement de Pension.

SECTION II PRESTATIONS DE SOLIDARITÉ TELLES QUE DÉCRITES A L'ARTICLE 10

Article 13

Pour pouvoir verser la prestation de solidarité comme indiqué à l'article 10 ci-dessus, il faut que le ou les Bénéficiaire(s) transmette(nt) à l'Organisme de Solidarité les renseignements, formulaires et/ou annexes demandés.

CHAPITRE VIII BASES TECHNIQUES

Article 14

§1 Pour garantir les prestations de solidarité définies aux articles 7, 8 et 9 ci-dessus, l'Organisateur souscrit un contrat d'assurance avec l'Organisme de Solidarité. L'Organisme de Solidarité s'engage, en l'occurrence, à une obligation de résultat.

§2 L'Engagement de solidarité sectoriel est financé conformément aux règles tarifaires utilisées par l'Organisme de Solidarité pour les risques concernés en tenant compte des obligations prévues par l'AR Financement.

Article 15

§1 Pour garantir les prestations de solidarité définies aux articles 7, 8 et 9, une assurance temporaire d'un an est chaque fois souscrite dans le chef de chaque Affilié.

§2 Pour garantir les prestations de solidarité définies à l'article 10, une assurance décès temporaire est souscrite par laquelle l'Organisme de Solidarité assure sur la tête de chaque Affilié un capital constitutif pour financer le paiement d'une rente en cas de décès prématuré de l'Affilié.

CHAPITRE IX

FONDS DE SOLIDARITÉ

Article 16

§1 Un Fonds de Solidarité est créé au sein de l'Organisme de Solidarité.

§2 Les contributions pour l'Engagement de Solidarité Sectoriel seront versées dans ce Fonds de Solidarité.

§3 Le Fonds de Solidarité est géré par l'Organisme de Solidarité en dehors de ses autres activités comme une réserve mathématique d'inventaire.

§4 L'Organisme de Solidarité s'engage, en plus des bases tarifaires, à répartir et à attribuer intégralement, sous forme de participation bénéficiaire, le bénéfice réalisé provenant des assurances et des placements dans certains actifs désignés à cette fin. Ces actifs sont séparés des autres actifs de l'Organisme de Solidarité et constituent un fonds à actifs dédiés. Toutefois, le rendement du Fonds de Solidarité ne sera attribué que si les opérations du Fonds de Solidarité sont rentables.

§5 Il est tenu un inventaire de tous les éléments composant le patrimoine du Fonds de Solidarité. Cet inventaire est établi chaque jour où a lieu une modification de la composition du Fonds de Solidarité. De plus, un règlement de participation bénéficiaire est élaboré.

Suivant les résultats de ce Fonds de solidarité à actifs dédiés, l'Organisme de Solidarité répartira chaque année l'intégralité des bénéfices éventuels. L'obligation de répartition intégrale des bénéfices implique, dans le cadre du régime de solidarité, que le résultat reste intégralement dans le volet solidarité et soit consacré au financement de ses obligations.

Cette participation bénéficiaire n'est octroyée que si les opérations du Fonds de Solidarité sont rentables.

Afin d'atténuer les variations au niveau du résultat technique et de la sinistralité, une partie du résultat technique net positif, ainsi que le rendement des actifs détenus au sein du Fonds de Solidarité, peuvent être affectés à une réserves collective (dénommée « réserve de fluctuation »). Cette réserve peut uniquement être utilisée pour le financement des obligations du volet de solidarité.

La politique d'investissement du Fonds de Solidarité à actifs dédiés a pour but de garantir la sécurité, le rendement et la liquidité des investissements. On tient compte dans ce cadre d'une diversification efficace et d'une dispersion des investissements.

§6 L'Organisme de Solidarité établit un rapport financier annuel permettant de vérifier si la part des bénéfices attribués aux contrats et si les placements effectués sont conformes aux dispositions du règlement de participation bénéficiaire. Ce rapport est tenu à la disposition du Comité de Surveillance.

§7 Le Fonds de Solidarité ne peut être débité que pour payer les primes d'assurances couvrant les risques en question et les frais liés à cet Engagement de Solidarité Sectoriel.

§8 En cas de faillite et/ou de dissolution et de liquidation d'un Employeur, les capitaux du Fonds de Solidarité proportionnels aux obligations de cet Employeur ne seront restitués à l'Organisateur ni en tout ni en partie. Ces capitaux seront par contre affectés au financement des prestations de solidarité en faveur des autres Affiliés.

§9 En cas de cessation de cet Engagement de Solidarité Sectoriel, l'argent encore présent dans le Fonds de Solidarité après règlement des sinistres en cours ne sera pas reversé à l'Organisateur. Cet argent sera par contre transféré vers le patrimoine distinct de l'Organisateur auprès de Sefoplus OFP (l'organisme de pension) au sein duquel est géré l'engagement de pension sectoriel du Régime de Pension Sectoriel de la CP 120.

§10 En cas de cessation du Régime de Pension Sectoriel, les capitaux du Fonds de Solidarité ne seront en aucun cas, ni entièrement ni partiellement, reversés à l'Organisateur. Il sera par contre réparti, au moment de la cessation, entre tous les Affiliés proportionnellement aux réserves acquises dont ils disposent dans le cadre du Régime de Pension Sectoriel, éventuellement complétées pour atteindre la Garantie de Rendement LPC.

§11 Aucune indemnité et aucune perte de participation bénéficiaire ne seront ni imputées aux Affiliés, ni déduites des réserves acquises au moment du transfert.

CHAPITRE X CONTRIBUTIONS

Article 17

§1 Toutes les dépenses requises pour garantir l'Engagement de Solidarité Sectoriel visé aux articles 7, 8, 9 et 10 ci-dessus sont entièrement à charge de l'Organisateur.

§2 Cette contribution nette correspond à 4,4 % des contributions pour l'engagement de pension. Ces contributions pour l'engagement de pension sont définies à l'article 7 de la convention collective de travail du 8 octobre 2020 introduisant le régime de pension complémentaire sectoriel social.

§3 L'Organisateur versera tous les trois mois la contribution totale à l'Organisme de Solidarité.

CHAPITRE XI COMITÉ DE SURVEILLANCE

Article 18

Un Comité de Surveillance est créé. Il veille à la bonne exécution de l'Engagement de Solidarité Sectoriel par l'Organisme de Solidarité. L'Organisme de Solidarité prendra soin de consulter d'abord ce Comité de Surveillance concernant :

- la stratégie d'investissement à long et à court terme et la mesure dans laquelle sont pris en compte les aspects sociaux, éthiques et environnementaux ;
- le rendement des placements ;
- la structure des frais ;
- la participation bénéficiaire, le cas échéant.

CHAPITRE XII

RAPPORT DE TRANSPARENCE

Article 19

§1 L'Organisme de Solidarité établira annuellement un rapport appelé « Rapport de Transparence » sur la gestion de l'Engagement de Solidarité Sectoriel et le mettra à disposition de l'Organisateur qui le communiquera sur simple requête aux Affiliés.

§2 Le rapport comprend au moins les éléments suivants :

- le mode de financement de l'Engagement de Solidarité Sectoriel et les modifications structurelles de ce financement ;
- la stratégie d'investissement à long et à court terme et la mesure dans laquelle sont pris en compte les aspects sociaux, éthiques et environnementaux ;
- le rendement des placements ;
- la structure des frais ;
- la participation bénéficiaire, le cas échéant.

CHAPITRE XIII

INFORMATION ANNUELLE AUX AFFILIES

Article 20

§1 L'Organisme de Solidarité avisera les Affiliés, au moins une fois par an, des prestations de solidarité auxquelles ils avaient droit pour l'année d'assurance concernée.

§2 Les informations suivantes seront donc reprises dans le relevé des droits à retraite en ce qui concerne les prestations de solidarité :

1. La somme du nombre de jours assimilés retenus en cas de chômage temporaire pour raisons économiques et en cas d'incapacité de travail pour cause de maladie (professionnelle), d'accident (de travail) et/ou de protection de la maternité ;
2. Le montant forfaitaire attribué par jour assimilé, soit 0,50 EUR pour un jour à temps plein ou le montant au prorata en cas de jour à temps partiel ;
3. Le montant net attribué avant capitalisation du volet de solidarité au volet de pension au cours de l'année de référence, soit le total des jours assimilés retenus multiplié par le montant forfaitaire applicable (à savoir 0,50 EUR pour un jour à temps plein ou le montant au prorata en cas de jour à temps partiel).

§3 L'Organisateur tiendra le texte du règlement de solidarité à la disposition des Affiliés qui pourront l'obtenir sur simple demande.

CHAPITRE XIV FISCALITÉ

Article 21

L'Organisme de Solidarité gère cet Engagement de Solidarité Sectoriel de façon différenciée de sorte que, pour chaque Affilié ou son/ses Bénéficiaire(s), l'application du régime fiscal spécifique est garantie tant en ce qui concerne le traitement des contributions que des prestations.

CHAPITRE XV DROIT DE MODIFICATION

Article 22

§1 Le présent règlement de solidarité est conclu en exécution de l'article 5 de la convention collective de travail du 8 octobre 2020 introduisant le régime de pension complémentaire sectoriel social. Il est dès lors indissociable de la convention collective de travail précitée.

§2 Par conséquent, ce règlement de solidarité ne peut être modifié et/ou annulé que si ladite convention collective de travail est également modifiée et/ou annulée.

§3 Le cas échéant, l'Organisateur avisera les Affiliés ainsi que la FSMA du changement d'Organisme de Solidarité.

CHAPITRE XVI NON-PAIEMENT DES CONTRIBUTIONS

Article 23

§1 Les contributions qui sont ou qui seront à verser en exécution du présent règlement de solidarité (en ce compris le contrat d'assurance conclu entre l'Organisme de Solidarité et l'Organisateur fixant les règles de gestion et de fonctionnement) devront être versées trimestriellement par l'Organisateur.

§2 En cas de non-paiement des contributions par l'Organisateur, celui-ci sera mis en demeure par l'Organisme de Solidarité au moyen d'une lettre recommandée.

§3 Cette mise en demeure, sommant l'Organisateur de payer et attirant son attention sur les conséquences du non-paiement, est envoyée au plus tôt 30 jours après l'échéance de la contribution impayée.

§4 L'Organisme de Solidarité doit informer tous les Affiliés actifs du défaut de paiement de l'Organisateur dans les 3 mois qui suivent l'échéance des contributions dues.

CHAPITRE XVII PROTECTION ET TRAITEMENT DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

Article 24

§1 Toutes les parties impliquées dans l'Engagement de Solidarité Sectoriel, en ce compris toutes les parties chargées de sa gestion et de son exécution (c'est-à-dire, entre autres, l'Organisme de Solidarité

et les prestataires de services externes éventuels auxquels il fait appel) s'engagent à respecter la législation et la réglementation applicables en matière de protection des données à caractère personnel. Elles ne pourront traiter les données à caractère personnel des Affiliés et des Bénéficiaires dont elles ont pris connaissance dans le cadre de l'organisation, de la gestion et de l'exécution de l'Engagement de Solidarité Sectoriel que conformément à la convention collective de travail du 8 octobre 2020 introduisant le régime de pension complémentaire sectoriel social, à la convention de gestion et l'acte d'adhésion y afférent conclus entre l'Organisateur et l'Organisme de Solidarité et aux conventions de prestations de services applicables (y compris, le cas échéant, les conventions de traitement des données). Ces parties s'engagent à actualiser les données, à les corriger et à supprimer les données erronées ou superflues dans les délais imposés ou fixés.

§2 Elles prendront les mesures techniques et organisationnelles appropriées nécessaires pour protéger les données à caractère personnel contre la destruction illicite ou accidentelle, la perte accidentelle, la modification ou l'accès et d'autres traitements non autorisés de ces données personnelles.

§3 Les parties mettront en œuvre les moyens nécessaires au respect des engagements pris en vertu de cet article de sorte à exclure tout usage des données à caractère personnel des Affiliés et des Bénéficiaires à d'autres fins que la gestion et l'exécution de l'Engagement de Solidarité Sectoriel ou par d'autres personnes que celles qui sont compétentes pour traiter ces données à caractère personnel.

CHAPITRE XVIII ENTRÉE EN VIGUEUR

Article 25

§1 Le présent règlement de solidarité entre en vigueur le 1^{er} janvier 2021 et est conclu pour une durée indéterminée. Son existence est liée à celle de la convention collective de travail du 8 octobre 2020 introduisant le régime de pension complémentaire sectoriel social.

§2 Le présent règlement de solidarité peut uniquement être modifié ou résilié par convention collective de travail sectorielle, en tenant compte des modalités prévues à l'article 9 de la convention collective de travail du 8 octobre 2020 introduisant le régime de pension complémentaire sectoriel social.

**PARITAIR SUBCOMITÉ VOOR DE TEXTIELNIJVERHEID UIT HET ADMINISTRATIEF
ARRONDISSEMENT VERVIERS**

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 8 OKTOBER 2020 TOT
INVOERING VAN HET SOCIAAL SECTORAAL AANVULLEND
PENSIOENSTELSEL**

Gelet op de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid (hierna "de Wet Aanvullende Pensioenen" of "WAP");

Gelet op de wet van 5 mei 2014 tot wijziging van het rustpensioen en het overlevingspensioen en tot invoering van de overgangsuitkering in de pensioenregeling voor werknemers en houdende geleidelijke opheffing van de verschillen in behandeling die berusten op het onderscheid tussen werklieden en bedienden inzake aanvullende pensioenen, die de WAP heeft gewijzigd (hierna "de wet van 5 mei 2014");

Gelet op het koninklijk besluit van 14 november 2003 tot uitvoering van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid (hierna "KB WAP");

Gelet op het koninklijk besluit van 14 november 2003 tot vaststelling van de solidariteitsprestaties verbonden met de sociale aanvullende pensioenstelsels (hierna "KB Solidariteit");

Gelet op koninklijk besluit van 14 november 2003 tot vaststelling van de regels inzake de financiering en het beheer van de solidariteitstoezegging (hierna "KB Financiering en Beheer Solidariteit");

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomsten van 12 februari 2020 van het Paritair Comité voor textielnijverheid (PC 120) en het Paritair Comité voor de bedienden van de textielnijverheid (PC 214) tot oprichting van een Fonds voor Bestaanszekerheid - Sectoraal Aanvullend Pensioen (FBZ - SAP Textiel) dat optreedt als multi-sectorale inrichter van de sociale sectorale aanvullende pensioenstelsels voor de arbeiders en de bedienden uit de textielnijverheid en tot vaststelling van de statuten, met registratienummer 157625/CO/120 en met registratienummer 157646/CO/214 ;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2020 tot aanduiding van het Fonds voor Bestaanszekerheid - Sectoraal Aanvullend Pensioen voor de Textielnijverheid (FBZ - SAP Textiel) als (multi-sectorale) inrichter van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel voor de arbeiders van de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst van 13 mei 2020 van het Paritair Comité voor de textielnijverheid (PC 120) tot invoering van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel, met registratienummer 159777/CO/120.

Gelet op de beslissing van de sociale partners tijdens de vergadering van het Paritair Subcomité van de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers (PSC 120.01) van 8 september 2020

tot het invoeren van een aanvullend pensioenstelsel dat identiek is aan hetgeen werd ingericht voor het Paritair Comité voor de textielnijverheid (PC 120) en het Paritair Comité voor de bedienden van de textielnijverheid (PC 214), en om in dit verband gebruik te maken van dezelfde multi-sectorale inrichter: het Fonds voor Bestaanszekerheid - Sectoraal Aanvullend Pensioen voor de Textielnijverheid (FBZ - SAP Textiel).

WORDT TUSSEN

Algemeen Christelijk Vakverbond;
Algemene Centrale ABVV;

enerzijds,

EN

FEDUSTRIA, federatie van textiel- hout en meubelindustrie

anderzijds,

HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN:

HOOFDSTUK I. TOEPASSINGSGEBIED

Artikel 1

§1 Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op alle werkgevers die onder de bevoegdheid vallen van het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers (PSC 120.01) en op de arbeiders die ze tewerkstellen, met uitzondering van de ondernemingen en de erin tewerkgestelde arbeiders die onder de bevoegdheid vallen van het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers (PSC 120.01) en die niet onder het toepassingsgebied van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel van PSC 120.01 vallen omdat zij voorzien in een minstens equivalent aanvullend pensioenstelsel overeenkomstig de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2020 betreffende de vaststelling van de voorwaarden voor de uitsluiting uit het toepassingsgebied van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel.

§2 Met "arbeiders" worden de mannelijke en vrouwelijke arbeiders bedoeld.

HOOFDSTUK II. VOORWERP

Artikel 2

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten met toepassing van artikel 10 van de Wet Aanvullende Pensioenen . Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten ter uitvoering van de beslissing van de representatieve organisaties in het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers (PSC 120.01) en heeft als enige voorwerp de invoering van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel ten voordele van de arbeiders die vallen onder het toepassingsgebied zoals bepaald in artikel 1 van deze collectieve arbeidsovereenkomst, met ingang van 1 januari 2021.

HOOFDSTUK III. AANDUIDING VAN DE INRICHTER

Artikel 3

Het Fonds voor Bestaanszekerheid - Sectoraal Aanvullend Pensioen voor de textielnijverheid (afgekort "FBZ - SAP Textiel") wordt aangeduid als inrichter van het aanvullend pensioenstelsel, in overeenstemming met de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2020 tot aanduiding van het Fonds voor Bestaanszekerheid - Sectoraal Aanvullend Pensioen voor de Textielnijverheid (FBZ - SAP Textiel) als (multi-sectorale) inrichter van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel voor de arbeiders van de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers.

HOOFDSTUK IV. PENSIOENTOEZEGGING - AANDUIDING VAN DE PENSIOENINSTELLING

Artikel 4

§1 Het sectoraal pensioenstelsel dat per 1 januari 2021 wordt ingevoerd is een sociaal aanvullend pensioenstelsel, dat enerzijds bestaat uit een pensioentoezegging die is vastgelegd in het pensioenreglement (opgenomen in bijlage 1 bij deze collectieve arbeidsovereenkomst) en anderzijds uit een solidariteitstoezegging die verbonden is aan de pensioentoezegging en is vastgelegd in het solidariteitsreglement (opgenomen in bijlage 2 bij deze collectieve arbeidsovereenkomst).

§2 De pensioentoezegging is een pensioenstelsel van het type vaste bijdragen dat voorziet:

- in de opbouw van een aanvullend pensioen dat overeenkomstig de regels en modaliteiten van het pensioenreglement wordt uitbetaald aan de aangesloten arbeider op het moment van pensionering (in zoverre de betrokken arbeider bij uittreden uit de sector zijn verworven pensioenreserves niet heeft overgedragen naar een andere pensioeninstelling);
- in een overlijdenskapitaal ingeval van overlijden van de aangesloten arbeider voor pensionering, dat gelijk is aan de verworven reserves die de aangesloten arbeider heeft opgebouwd onder het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel tot op het moment van zijn overlijden en dat wordt uitbetaald aan de begunstigden van de overleden, aangesloten arbeider overeenkomstig de regels en modaliteiten van het pensioenreglement.

§3 Na overweging van de verschillende mogelijkheden, nl. werken met een groepsverzekering, oprichten van een eigen pensioenfonds (instelling voor bedrijfspensioenvoorziening of IBP) of toetreden tot een bestaand multi-sectoraal pensioenfonds, is er beslist om het beheer en de uitvoering van de pensioentoezegging toe te vertrouwen aan het bestaand multi-sectoraal pensioenfonds Sefoplus OFP. Sefoplus OFP is een multi-sectorale IBP, toegelaten op 19 november 2018 met ondernemingsnummer 0715.441.019, FSMA-identificatienummer 50.624 en maatschappelijke zetel te Woluwedal 46, 1200 Brussel. Sefoplus OFP is met andere woorden aangeduid als pensioeninstelling.

De pensioenverplichtingen en de activa verbonden aan het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel zullen binnen Sefoplus OFP worden beheerd binnen een compartiment dat specifiek hiertoe is opgericht in een afzonderlijk vermogen in de zin van artikel 2, 15° van de wet van 27 oktober 2006 betreffende het toezicht op de instellingen voor bedrijfspensioenvoorziening (WIBP). Dit afzonderlijk vermogen omvat ook een tweede compartiment, waarin de pensioenverplichtingen en de activa verbonden aan het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel van het Paritair Comité voor de textielnijverheid (PC 120) afzonderlijk worden beheerd. Er is geen solidariteit tussen de twee bovengenoemde compartimenten, noch voor de betaling van de bijdragen, noch voor de betaling van beheerskosten,

noch voor de aanzuivering van een onderfinanciering. De beheers- en werkingsregels die worden afgesproken tussen het FBZ-SAP Textiel als sectorale inrichter en Sefoplus OFP als pensioeninstelling worden vastgelegd in de beheersovereenkomst en de toetredingsakte daartoe en een algemeen en specifiek luik bij de verklaring inzake de beleggingsbeginselen (SIP) en het financieringsplan van de pensioeninstelling.

§4 De regels en modaliteiten betreffende de pensioentoezegging worden verder vastgelegd in het pensioenreglement dat wordt opgenomen in bijlage 1 bij deze collectieve arbeidsovereenkomst en er integraal deel vanuit maakt.

HOOFDSTUK V. SOLIDARITEITSTOEZEGGING - AANDUIDING VAN DE SOLIDARITEITS-INSTELLING

Artikel 5

§1 De solidariteitstoezegging voorziet, overeenkomstig artikel 43 van de Wet Aanvullende Pensioenen en het KB Solidariteit, in de volgende solidariteitsprestaties die verder worden uitgewerkt in het solidariteitsreglement:

- verdere pensioenopbouw gedurende periodes van tijdelijke werkloosheid omwille van economische redenen;
- verdere pensioenopbouw gedurende periodes van arbeidsongeschiktheid ten gevolge van (beroeps)ziekte en/of (arbeids)ongeval;
- verdere pensioenopbouw gedurende periodes van arbeidsongeschiktheid ten gevolge van moederschapsbescherming;
- een rente-uitkering in geval van overlijden.

§2 Na overweging van de verschillende mogelijkheden en een bevraging van de markt, is er beslist om het beheer en de uitvoering van de solidariteitstoezegging toe te vertrouwen aan Belfius Verzekeringen NV, verzekeringsonderneming toegelaten onder codenummer 0037, met ondernemingsnummer 0405.764.064 en met maatschappelijke zetel te Karel Rogierplein 11, 1210 Brussel. Belfius Verzekeringen NV is met andere woorden aangeduid als de solidariteitsinstelling.

De verplichtingen en de activa verbonden aan de solidariteitstoezegging zullen binnen Belfius Verzekeringen NV afzonderlijk worden beheerd, zoals bedoeld in het KB Solidariteit en het KB Financiering en Beheer Solidariteit. De beheers- en werkingsregels die worden afgesproken tussen het FBZ - SAP Textiel als sectorale inrichter en Belfius Verzekeringen NV als solidariteitsinstelling worden vastgelegd in een verzekerings- en beheersovereenkomst.

§3 De regels en modaliteiten betreffende de solidariteitstoezegging worden verder vastgelegd in het solidariteitsreglement dat wordt opgenomen in bijlage 2 bij deze collectieve arbeidsovereenkomst en er integraal deel vanuit maakt.

HOOFDSTUK VI. AANSLUITINGSVOORWAARDEN

Artikel 6

§1 Alle arbeiders die op of na 1 januari 2021 verbonden zijn via een arbeidsovereenkomst met een werkgever zoals bedoeld in artikel 1, §1 van deze collectieve arbeidsovereenkomst, met uitsluiting van studenten en leerlingen, worden aangesloten bij het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel.

§2 De arbeiders bedoeld in artikel 6, §1 van deze collectieve arbeidsovereenkomst worden onmiddellijk aangesloten bij het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel, dit wil zeggen hetzij op 1 januari 2021 voor de arbeiders die op dat moment reeds in dienst zijn van een werkgever zoals bedoeld in artikel 1, §1 van deze collectieve arbeidsovereenkomst, hetzij op de datum van indiensttreding voor de arbeiders die vanaf 1 januari 2021 in dienst treden van een werkgever zoals bedoeld in artikel 1, §1 van deze collectieve arbeidsovereenkomst. Zij blijven aangesloten zolang zij in dienst zijn. De Wet Aanvullende Pensioenen voorziet hierop evenwel één uitzondering: de personen die effectief hun wettelijk (vervroegd) pensioen hebben opgenomen, maar vervolgens verder of opnieuw tewerkgesteld worden met een arbeidsovereenkomst afgesloten met een werkgever, blijven niet aangesloten of worden niet aangesloten bij het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel.

HOOFDSTUK VII. FINANCIERING, BIJDRAGEN EN INNINGSMODALITEITEN

Artikel 7

§1 De financiering van het sectoraal aanvullend pensioenstelsel zal gebeuren via een heroriëntering van 1,20 procentpunt van de bestaande patronale bijdrage verschuldigd aan het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers. Deze heroriëntering zal uitwerking hebben vanaf 1 januari 2020 (d.w.z. op de lonen betaald vanaf 1 januari 2020).

Deze geheroriënteerde 1,20 procentpunt patronale bijdrage wordt, met ingang van 1 januari 2021 (d.w.z. op de lonen betaald vanaf 1 januari 2021), opgesplitst in:

- een pensioenbijdrage gelijk aan 1 procentpunt; en
- een bijdrage van 0,20 procentpunt ter dekking van het solidariteitsluik, de beheerskosten en de bijzondere RSZ-bijdrage van 8,86% verschuldigd op de pensioenbijdrage.

§2 De geheroriënteerde 1,20 procentpunt patronale bijdrage, vermeld in artikel 7 §1, wordt in naam en voor rekening van het FBZ - SAP Textiel geïnd door of in opdracht van het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers bij de ondernemingen die onder het toepassingsgebied vallen van deze collectieve arbeidsovereenkomst, zoals bepaald in artikel 1 §1. Hiertoe wordt een overeenkomst opgesteld tussen het FBZ - SAP Textiel en het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers, waarin de afspraken omtrent de inning en doorstorting worden vastgelegd.

§3 Op basis van de geheroriënteerde 1,20 procentpunt patronale bijdrage zoals bepaald in artikel 7§1, zal op 1 april 2021 een startpremie worden ingeschreven op de individuele rekeningen van de aangeslotenen die in de loop van 2020 tewerkgesteld werden door een werkgever zoals bedoeld in artikel 1 én ook op 31 maart 2021 in dienst zijn van een werkgever zoals bedoeld in artikel 1, gelijk aan 1% van het brutoloon onderworpen aan de gewone RSZ-bijdragen (pensioengrondslag) van 2020.

§4 In het kader van de wettelijke rendementsgarantie voorzien in artikel 24 §2 van de WAP (hierna "WAP-rendementsgarantie") zal vanuit de reserves van het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers jaarlijks - indien er sprake is van een tekort ten opzichte van de WAP-rendementsgarantie - een buffer aangelegd worden ten behoeve van het verschil tussen de bedragen inschreven op de individuele rekeningen van de aangeslotenen bij de pensioeninstelling en deze bedragen aangevuld tot de WAP-rendementsgarantie. De totale som overeenstemmend met het hiervoor vermelde verschil zal jaarlijks overgemaakt worden aan het FBZ-SAP Textiel, volgens de afspraken vastgelegd in de overeenkomst opgesteld tussen het FBZ - SAP Textiel en het Fonds voor Bestaanszekerheid voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers overeenkomstig artikel 7 §2. Het FBZ-SAP Textiel is als inrichter verantwoordelijk voor deze WAP-rendementsgarantie, die moet worden gegarandeerd op het moment van de individuele overdracht van de verworven reserves door de aangeslotenen na uittreding, op het moment van pensionering of wanneer de prestaties verschuldigd zijn, of op het moment van opheffing van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel.

Indien er sprake zou zijn van een onderfinanciering in het compartiment van het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers binnen het afzonderlijk vermogen bij de pensioeninstelling voor het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers (PSC 120.01) en het Paritair Comité van de textielnijverheid (PC 120), waarin de activa verbonden aan het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel van het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers (PSC 120.01) worden beheerd, zal het FBZ-SAP Textiel in dit kader een beroep kunnen doen op de hiervoor vermelde buffer aangelegd binnen het FBZ- SAP Textiel.

HOOFDSTUK VIII. UITSLUITING UIT HET TOEPASSINGSGEBIED - GEEN MOGELIJKHEID TOT OPTING-OUT

Artikel 8

§1 Overeenkomstig artikel 9 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 december 2019 betreffende de krachtlijnen omtrent de inrichting van een sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel met ingang van 1 januari 2021 en artikel 1 §1 van deze collectieve arbeidsovereenkomst, kunnen de (vestigingseenheden van de) werkgevers die onder de bevoegdheid vallen van het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers (PSC 120.01) en die uiterlijk op 31 januari 2021 aantonen dat zij voor alle arbeiders (met uitsluiting van studenten en leerlingen) voorzien in een aanvullend pensioenstelsel op ondernemingsniveau dat op 1 januari 2021 minstens gelijkwaardig is aan het sectoraal aanvullend pensioenstelsel worden uitgesloten uit het toepassingsgebied van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel.

Daarnaast kunnen ook de ondernemingen die vanaf of na de invoering van het sectoraal aanvullend pensioenstelsel voor het eerst onder de bevoegdheid vallen van het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers (PC 120.01) naar aanleiding van hun oprichting of ten gevolge van een juridische wijziging zoals o.a. een fusie, een splitsing of een overname, worden uitgesloten uit het toepassingsgebied van het sociaal sectoraal pensioenstelsel op voorwaarde dat zij aantonen dat zij voor alle arbeiders (met uitsluiting van studenten en leerlingen) voorzien in een aanvullend pensioenstelsel op ondernemingsniveau dat minstens gelijkwaardig is aan het sectoraal aanvullend pensioenstelsel.

De voorwaarden en modaliteiten omtrent deze uitsluiting uit het toepassingsgebied worden verder vastgelegd in de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2020 betreffende de vaststelling van de voorwaarden voor de uitsluiting uit het toepassingsgebied van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel.

§2 De ondernemingen die op basis van artikel 8 §1 worden uitgesloten uit het toepassingsgebied van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel, kunnen nadien op eender welk moment beslissen om er voor de toekomst toch aan deel te nemen. Zij dienen hiertoe hun wens tot deelname aan het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel te melden aan het FBZ - SAP Textiel (de inrichter), volgens de modaliteiten die worden vastgelegd in artikel 5 §3 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2020 betreffende de vaststelling van de voorwaarden voor de uitsluiting uit het toepassingsgebied van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel. De deelname aan het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel zal ingaan vanaf het eerstvolgend kwartaal na de bevestiging van het FBZ - SAP Textiel aan de betrokken (vestigingseenheid van de) werkgever.

§3 Er wordt geen gebruik gemaakt van de mogelijkheid tot opting-out zoals voorzien in artikel 9 WAP.

HOOFDSTUK IX. DUUR VAN DE OVEREENKOMST

Artikel 9

§1 Deze overeenkomst treedt in werking op 8 oktober 2020 en is van onbepaalde duur, zij het weliswaar met dien verstande dat het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel zelf slecht van toepassing is vanaf 1 januari 2021.

§2 Deze collectieve arbeidsovereenkomst kan opgezegd worden door elk van de ondertekenende partijen mits inachtneming van een opzeggingstermijn van twaalf maanden per aangetekend schrijven aan de voorzitter van het Paritair Subcomité en aan elk van de andere ondertekenende partijen.

§3 Voorafgaand aan de opzegging van deze collectieve arbeidsovereenkomst moet het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers (PC 120.01) de beslissing nemen om het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel op te heffen. Deze beslissing tot opheffing van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel zal, overeenkomstig artikel 10, §1, 3° van de Wet Aanvullende Pensioenen, enkel geldig zijn wanneer zij 80% van de stemmen van de in het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers (PC 120.01) benoemde, gewone of plaatsvervangende leden die de werkgevers vertegenwoordigen en 80% van de stemmen van de in het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers (PC 120.01) benoemde, gewone of plaatsvervangende leden die de werknemers vertegenwoordigen heeft behaald.

HOOFDSTUK X. ALGEMEEN VERBINDEND VERKLARING

Artikel 10

De ondertekenende partijen vragen dat deze collectieve arbeidsovereenkomst algemeen verbindend zou verklaard worden per koninklijk besluit.

Gedaan te Verviers op 8 oktober 2020

**PARITAIR SUBCOMITÉ VOOR DE TEXTIELNIJVERHEID UIT HET ADMINISTRATIEF
ARRONDISSEMENT VERVIERS (PSC 120.01)**

BIJLAGE 1

aan de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2020 tot invoering van het sociaal sectoraal
aanvullend pensioenstelsel

PENSIOENREGLEMENT

INHOUDSTAFEL

Hoofdstukken

1. Voorwerp
2. Definities
3. Aansluiting
4. Rechten en plichten van de Inrichter
5. Rechten en plichten van de Aangeslotenen en/of diens Begunstigde(n)
6. Rechten en plichten van de Pensioeninstelling
7. Prestaties
8. Uitbetaling van het Aanvullend Pensioen en de prestatie bij overlijden
9. Modaliteiten van de uitbetaling
10. Uitbetalingsvorm
11. Bijdragen
12. Verworven Reserves en Verworven Prestaties
13. Procedure in geval van Uittreding
14. Beëindiging van het Sectoraal Pensioenstelsel
15. Vrije Reserve
16. Transparantieverslag
17. Jaarlijkse informatie aan de Aangeslotenen: het pensioenoverzicht
18. Wijzigingsrecht
19. Niet-betaling van de bijdragen
20. De bescherming en verwerking van persoonsgegevens
21. Aanvang

HOOFDSTUK I. VOORWERP

Artikel 1

§1 Dit sectoraal pensioenreglement is opgemaakt in uitvoering van artikel 4 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2020 tot invoering van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel.

§2 Dit pensioenreglement legt de Sectorale Pensioentoezegging vast. Het bepaalt de rechten en de plichten van de Inrichter, de Pensioeninstelling, de Aangeslotenen, de Begunstigden en de Werkgevers die onder de bevoegdheid vallen van het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers (PSC 120.01), met uitzondering van de ondernemingen of (vestigingseenheden van de) werkgevers die overeenkomstig de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2020 betreffende de vaststelling van de voorwaarden voor de uitsluiting uit het toepassingsgebied van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel, uitgesloten zijn uit het toepassingsgebied van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel.

Dit pensioenreglement bepaalt eveneens de aansluitingsvoorwaarden, alsook de regels betreffende de uitvoering van de Sectorale Pensioentoezegging.

§3 De rechten van de gewezen Aangeslotenen worden in de regel bepaald door het pensioenreglement zoals van toepassing op het ogenblik van hun Uittreding, behoudens ingeval van andersluidende wettelijke bepalingen.

HOOFDSTUK II. DEFINITIES

Artikel 2

1. Aangeslotenen

De Aangeslotenen worden opgedeeld in 2 categorieën:

- Actieve Aangeslotenen: De arbeiders, tewerkgesteld door de Werkgevers die voldoen aan de aansluitingsvoorwaarden zoals vermeld in artikel 3 van dit pensioenreglement.
- Passieve Aangeslotenen: de gewezen Actieve Aangeslotenen die na de Uittreding hun Verworven Reserves overeenkomstig artikel 15, §3, (3) van dit pensioenreglement bij de Pensioeninstelling hebben gelaten.

2. Aanvullend Pensioen

Het kapitaal of de hiermee overeenstemmende rente waarop een Aangeslotene recht heeft op basis van de door de Inrichter gestorte bijdragen in overeenstemming met dit pensioenreglement, en, in voorkomend geval, de prestaties ingeschreven op de individuele rekening van de Aangeslotenen in het kader van de solidariteitstoezegging en het rendement. Het Aanvullend Pensioen vormt een aanvulling op het wettelijk pensioen.

3. Afzonderlijk Vermogen

Binnen Sefoplus OFP worden afzonderlijke vermogens ingericht in de zin van de WIBP. De Sectorale Pensioentoezegging wordt beheerd in een eigen Afzonderlijk Vermogen dat specifiek werd opgericht voor Sectorale Pensioentoezegging van het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers (PSC 120.01) en voor de sectorale pensioentoezegging van het Paritair Comité van de textielnijverheid (PC 120). Concreet betekent dit dat de reserves en activa die verbonden zijn aan deze Sectorale Pensioentoezeggingen (PSC 120.01 / PC 120) afgescheiden zijn van de overige activa in de overige afzonderlijke vermogens binnen Sefoplus OFP, en dus niet kunnen aangewend worden in het kader van andere sectorale pensioentoezeggingen ingericht door andere sectorale Inrichters, die beheerd worden door Sefoplus OFP.

In het Afzonderlijk Vermogen van het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers (PSC 120.01) en het Paritair Comité van de textielnijverheid (PC 120) zijn twee afzonderlijke compartimenten gecreëerd:

- De pensioenverplichtingen en de activa die verband houden met de Sectorale Pensioentoezegging van het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers (PSC 120.01) worden beheerd in een specifiek daartoe gecreëerd compartiment (compartiment SAP PSC 120.01) ;
- De pensioenverplichtingen en de activa die verband houden met de sectorale pensioentoezegging van het Paritair Comité van de textielnijverheid (PC 120) worden in een ander compartiment (compartiment SAP PC 120) beheerd.

Er is geen solidariteit tussen deze twee compartimenten, noch voor de betaling van de bijdragen, noch voor de betaling van de beheerskosten, noch voor de aanzuivering van een onderfinanciering.

4. Begunstigde(n)

De persoon of personen die overeenkomstig artikel 9 van dit pensioenreglement aanspraak maken op een overlidensprestatie in geval van overlijden van de Aangeslotene voor Pensionering of alvorens het Aanvullend Pensioen naar aanleiding van de Pensionering (volledig) is uitbetaald aan de Aangeslotene.

5. Herberekendingsdatum

De Herberekendingsdatum voor dit Pensioenreglement wordt vastgesteld op 1 januari.

6. Inrichter

Conform artikel 3 §1, 5° WAP hebben de representatieve organisaties vertegenwoordigd in het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid (PSC 120.01), het Fonds voor Bestaanszekerheid - Sectoraal Aanvullend Pensioen voor de Textielnijverheid, afgekort 'FBZ-SAP Textiel', aangeduid als Inrichter van het Sectoraal Pensioenstelsel.

Het gaat hier om een multi-sectorale Inrichter, die als gemeenschappelijke inrichter optreedt voor het Sectoraal Pensioenstelsel van het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers (PSC 120.01), voor het Sectoraal Pensioenstelsel van het

Paritair Comité van de textielnijverheid (PC 120) en het sectoraal pensioenstelsel voor het Paritair Comité voor de bedienden van de textielnijverheid (PC 214).

Aangezien FBZ-SAP Textiel optreedt voor meerdere paritaire (sub)comités zal het, in overeenstemming met de WAP, als uitsluitend doel de opbouw van aanvullende pensioenen hebben.

7. KB WAP

Koninklijk besluit van 14 november 2003 tot uitvoering van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid.

8. KB WIBP

Koninklijk besluit van 12 januari 2007 betreffende het prudentiële toezicht op de instellingen voor bedrijfspensioenvoorziening.

9. Kind

Elk wettig geboren of verwekt kind van de Aangeslotene alsook elk erkend natuurlijk kind of elk geadopteerd kind van de Aangeslotene.

10. Netto Financieel Rendement (NFR)

Het Netto Financieel Rendement (afgekort als "NFR") van het Afzonderlijk Vermogen wordt voor het afgelopen boekjaar berekend per 31 december van het boekjaar. Hierto worden de investeringskosten in mindering gebracht van het financieel rendement van het Afzonderlijk Vermogen.

Vervolgens wordt voor de vaststelling van het Netto Financieel Rendement dat wordt ingeschreven op de individuele rekeningen van de Aangeslotenen rekening gehouden met de beschikbare Vrije Reserve die dient als buffer. Deze Vrije Reserve of buffer is gelijk aan het bedrag van de activa van het Afzonderlijk Vermogen die volgend bedrag overstijgen:

- de reserves ingeschreven op de individuele rekeningen van de Aangeslotenen, in overeenstemming met dit pensioenreglement; hierbij wordt voor de berekening van deze reserves voor de periode gelegen tussen 1 januari en 31 december van het berekeningsjaar uitgegaan van een Netto Financieel Rendement dat gelijk is aan de rentevoet die wordt gebruikt voor de vaststelling van de WAP Rendementsgarantie;
- desgevallend verhoogd met de WAP Rendementsgarantie.

Bij de toekenning van het Netto Financieel Rendement geldt als basisprincipe dat de Inrichter ernaar streeft, vanuit de doelstelling van een veilig en prudent beheer van het Sectoraal Pensioenstelsel, om een buffer op te bouwen die gelijk is aan 10% om eventuele, toekomstige negatieve schommelingen in de beleggingen te kunnen opvangen. Echter, zelfs indien de Vrije Reserve (buffer) lager is dan 10% en er een positief Netto Financieel Rendement is, dan zal dit tot aan de WAP Rendementsgarantie toch worden toegekend, zoals hierna bepaald.

- Indien deze Vrije Reserve of buffer hoger is dan of gelijk aan 10%:
 - in geval van een positief Netto Financieel Rendement wordt dit volledig Netto Financieel Rendement, evenwel verminderd met het bedrag nodig om ervoor te zorgen dat ook na de toekenning van het Netto Financieel Rendement de Vrije Reserve of buffer gelijk is aan 10%, ingeschreven op de individuele rekeningen van de Aangeslotenen.
 - in geval van een negatief Netto Financieel Rendement wordt dit volledig Netto Financieel Rendement ingeschreven op de individuele rekeningen van de Aangeslotenen.
- Indien deze Vrije Reserve of buffer lager is dan 10%:
 - in geval van een positief Netto Financieel Rendement wordt het gedeelte dat ingeschreven wordt op de individuele rekeningen van de Aangeslotenen beperkt tot de WAP Rendementsgarantie (per 8 oktober 2020 gelijk aan 1,75%). Het overstijgend gedeelte wordt toegekend aan de Vrije Reserve ter verhoging van de buffer.
 - in geval van een negatief Netto Financieel Rendement wordt dit volledig Netto Financieel Rendement ingeschreven op de individuele rekeningen van de Aangeslotenen.

Het Netto Financieel Rendement (verkort "NFR") van de compartimenten SAP PSC 120.01 en SAP PC 120 is hetzelfde.

Samengevat, kan dit schematisch als volgt worden voorgesteld:

vrije reserve (buffer)	NFR ingeschreven op de individuele rekeningen	
	negatief	positief
< 10%	NFR	NFR (max. 1,75%*)
≥ 10%	NFR	NFR**

* per 13.05.2020

** met behoud van Vrije Reserve (buffer) van 10% na toekenning NFR

Wanneer in een lopend jaar prestaties verschuldigd zijn alvorens het Netto Financieel Rendement is berekend, dan zal het Netto Financieel Rendement dat wordt ingeschreven voor het betrokken jaar gelijk zijn aan de rentevoet die wordt gebruikt voor de vaststelling van de WAP Rendementsgarantie.

11. Partner

De echtgenoot of de echtgenote van de Aangeslotene die niet gescheiden is van de Aangeslotene (noch wettelijk, noch van tafel of bed gescheiden), noch in een procedure tot echtscheiding of scheiding van tafel of bed verwikkeld is, of de persoon zonder enige verwantschap of vanaf een verwantschap van de derde graad waarmee de Aangeslotene wettelijk samenwoont en waartoe

de Aangeslotene een verklaring heeft afgelegd in de zin van artikel 1476 van het Burgerlijk Wetboek.

12. Pensioengrondslag

De Pensioengrondslag is gelijk aan 100% van het brutoloon dat onderworpen is aan de gewone RSZ-bijdragen (DmfA bezoldigingscode 1).

13. Pensioeninstelling

Sefoplus OFP die in uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2020 tot invoering van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel door de Inrichter is aangeduid als Pensioeninstelling, aan wie het beheer en de uitvoering van de Sectorale Pensioentoezegging is toevertrouwd.

14. Pensioenleeftijd

Met de Pensioenleeftijd wordt de wettelijke pensioenleeftijd bedoeld, volgens artikel 2, §1, van het koninklijk besluit van 23 december 1996 tot uitvoering van de artikelen 15, 16 en 17 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenen.

De wettelijke pensioenleeftijd is in principe gelijk aan 65 jaar tot 31 januari 2025, 66 jaar vanaf 1 februari 2025 tot 31 januari 2030 en 67 jaar vanaf 1 februari 2030.

15. Pensionering

De effectieve ingang van het (vervroegd) wettelijk rustpensioen met betrekking tot de beroepsactiviteit die aanleiding gaf tot de opbouw van de aanvullende pensioenprestaties, zijnde in dit geval het wettelijk rustpensioen als werknemer.

16. Sectoraal Pensioenstelsel

De collectieve Pensioentoezegging gedaan door de Inrichter zoals vastgesteld in de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2020 tot invoering van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel en in dit pensioenreglement. Het Sectoraal Pensioenstelsel is een sociaal pensioenstelsel dat enerzijds voorziet in de Sectorale Pensioentoezegging (pensioenluik), die geregeld wordt in dit pensioenreglement, en anderzijds in de solidariteitstoezegging (solidariteitsluik) die geregeld wordt in het solidariteitsreglement.

17. Sectorale Pensioentoezegging

De toezagging van een aanvullend pensioen gedaan door de Inrichter aan de Aangeslotenen en/of hun Begunstigde(n) in uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2020 tot invoering van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel, alsook de eventuele latere collectieve arbeidsovereenkomsten tot wijziging hiervan.

De toezagging van de Inrichter is een pensioentoezagging van het type vaste bijdragen zonder gewaarborgd rendement. De Inrichter garandeert enkel de betaling van de vaste bijdragen, maar

doet geen enkele belofte op gebied van de kapitalisatie van de bijdragen en garandeert geen gewaarborgd rendement. De Inrichter zal weliswaar voldoen aan de WAP Rendementsgarantie.

Sefoplus OFP gaat, als Pensioeninstelling, een middelenverbintenis aan. Dit houdt in dat Sefoplus OFP er zich toe verbindt om de bijdragen die door de Inrichter worden gestort zo goed en zo zorgvuldig mogelijk te beheren (als een goede huisvader) met het oog op de verwezenlijking van haar doel, zonder dat zij zich verbindt tot een resultaat. De bijdragen gestort door de Inrichter zullen worden gekapitaliseerd aan het Netto Financieel Rendement zoals gedefinieerd in artikel 2.10 van dit pensioenreglement.

18. Uittreding

Onder Uittreding moet worden begrepen:

- Hetzij de beëindiging van een arbeidsovereenkomst (anders dan door overlijden of Pensionering) voor zover die niet wordt gevolgd door het sluiten van een arbeidsovereenkomst met een andere Werkgever die eveneens behoort tot het ressort van het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers (PSC 120.01). Moet eveneens onder Uittreding worden begrepen, de beëindiging van de arbeidsovereenkomst (anders dan door overlijden of Pensionering) die gevolgd wordt door het sluiten van een arbeidsovereenkomst met een werkgever die overeenkomstig artikel 8 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2020 tot invoering van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel, uitgesloten is uit het toepassingsgebied van het sectoraal aanvullend pensioenstelsel;
- Hetzij het einde van de aansluiting vanwege het feit dat de werknemer niet langer de aansluitingsvooraarden van het Sectoraal Pensioenstelsel vervult, zonder dat dit samenvalt met de beëindiging van de arbeidsovereenkomst, anders dan door overlijden of Pensionering;
- Hetzij het einde van de aansluiting vanwege het feit dat de Werkgever of, ingeval van de overgang van de arbeidsovereenkomst, de nieuwe Werkgever niet langer valt onder het ressort van het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers (PSC 120.01), maar overeenkomstig artikel 8 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2020 tot invoering van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel, uitgesloten is uit het toepassingsgebied van het sectoraal aanvullend pensioenstelsel.

19. Verworven Prestaties

Wanneer de Aangeslotene ingeval van Uittreding ervoor kiest om zijn Verworven Reserves bij Sefoplus OFP te laten, dan is de Verworven Prestatie, het Aanvullend Pensioen waarop de Aangeslotene aanspraak kan maken op het moment van Pensionering.

20. Verworven Reserves

De reserves waarop de Aangeslotene op een bepaald ogenblik recht heeft overeenkomstig dit pensioenreglement. Deze reserves zijn gelijk aan:

1. het bedrag op de individuele rekening, gelijk aan de nettobijdragen gestort door de Inrichter, desgevallend verhoogd met de reserves die door de betrokken Aangeslotene werden overgedragen vanuit een andere pensioeninstelling; en
2. de solidariteitsprestaties inzake financiering van het pensioenluik toegewezen in het kader van de solidariteitstoezegging;
3. gekapitaliseerd aan het Netto Financieel Rendement van Sefoplus OFP, zoals gedefinieerd in artikel 2.10.

Deze Verworven Reserves worden desgevallend verhoogd in het kader van de WAP Rendementsgarantie

21. Vrije Reserve

Overeenkomstig artikel 4-8 van het KB WAP wordt een Vrije Reserve aangelegd binnen het Afzonderlijk Vermogen waarin het compartiment SAP PSC 120.01 wordt beheerd.

Deze Vrije Reserve wordt gefinancierd met:

- het gedeelte van het Netto Financieel Rendement dat overeenkomstig artikel 2.10, niet onmiddellijk wordt ingeschreven op de individuele rekeningen van de Aangeslotenen;
- de prestaties die, om redenen die niet aan Sefoplus OFP te wijten zijn, niet kunnen worden uitbetaald door Sefoplus OFP;
- en, desgevallend, een bijkomende bijdrage gestort door de Inrichter in de Vrije Reserve.

Deze Vrije Reserve dient als buffer en wordt aangewend om een tekort ten aanzien van de WAP Rendementsgarantie aan te zuiveren op de individuele rekeningen, indien noodzakelijk, en desgevallend om bijkomende rendementen of bijdragen toe te kennen.

22. WAP

De wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheden, hierna afgekort als "de WAP". De begrippen die in dit pensioenreglement worden gebruikt, moeten worden begrepen in de zin van en in lijn met de definities voorzien in artikel 3 WAP.

23. WAP Rendementsgarantie

De wettelijke minimum rendementsgarantie op Werkgeversbijdragen zoals voorzien in artikel 24 van de WAP voor de Actieve Aangeslotenen en in artikel 3, §3 van het KB WAP voor de Passieve Aangeslotenen, die moet worden gewaarborgd door de Inrichter op de momenten bepaald in de WAP.

In geval van een wijziging van de rentevoet voor de berekening van de WAP Rendementsgarantie voor de Actieve Aangeslotenen, conform artikel 24 van de WAP, wordt de verticale methode toegepast. Dit betekent dat de oude rentevoet wordt toegepast tot op het moment van de wijziging op de bijdragen verschuldigd op basis van dit pensioenreglement voor deze wijziging. De nieuwe rentevoet wordt vanaf de wijziging toegepast op: (i) de bijdragen die verschuldigd zijn op basis van het pensioenreglement vanaf de wijziging, en (ii) op het bedrag resulterend uit de kapitalisatie tegen de oude rentevoet van de bijdragen verschuldigd op basis van het pensioenreglement tot aan de wijziging.

24. Werkgever

De Werkgevers zoals bedoeld in artikel 1 §1 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2020 tot invoering van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel, alsook van de eventuele latere collectieve arbeidsovereenkomsten tot wijziging hiervan, met uitzondering van de ondernemingen of (vestigingseenheden van de) werkgevers die overeenkomstig de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2020 betreffende de vaststelling van de voorwaarden voor de uitsluiting uit het toepassingsgebied van het sectoraal aanvullend pensioenstelsel, uitgesloten zijn uit het toepassingsgebied van het Sectoraal Pensioenstelsel.

25. WIBP

De wet van 27 oktober 2006 betreffende het toezicht op de instellingen voor bedrijfspensioenvoorziening.

HOOFDSTUK III AANSLUITING

Artikel 3

§1 Alle arbeiders die op of na 1 januari 2021 verbonden zijn via een arbeidsovereenkomst met een Werkgever, met uitsluiting van studenten en leerlingen, worden aangesloten bij de Sectorale Pensioentoezegging.

§2 De arbeiders bedoeld in artikel 3 §1 van dit pensioenreglement worden onmiddellijk aangesloten bij de Sectorale Pensioentoezegging, dit wil zeggen hetzij op 1 januari 2021 voor de arbeiders die op dat moment reeds in dienst zijn van een Werkgever, hetzij op de datum van indiensttreding bij een Werkgever voor de arbeiders die vanaf 1 januari 2021 in dienst treden van een Werkgever. Zij blijven aangesloten zolang zij in dienst zijn van een Werkgever. De WAP voorziet hierop evenwel één uitzondering: de personen die effectief hun wettelijk (vervroegd) pensioen hebben opgenomen, maar vervolgens verder of opnieuw tewerkgesteld worden met een arbeidsovereenkomst afgesloten met een Werkgever, blijven of worden niet aangesloten bij de Sectorale Pensioentoezegging.

HOOFDSTUK IV RECHTEN EN PLICHTEN VAN DE INRICHTER

Artikel 4

§1 Aangezien de Sectorale Pensioentoezegging een pensioentoezegging is van het type vaste bijdragen zonder gewaarborgd rendement, heeft de Inrichter tegenover de Actieve Aangeslotenen de verplichting tot betaling van de vaste bijdragen aan de Pensioeninstelling, in overeenstemming met dit pensioenreglement en de beheersovereenkomst en de toetredingsakte daartoe afgesloten tussen de Inrichter en de Pensioeninstelling. De Inrichter garandeert geen gewaarborgd rendement, maar heeft wel de verplichting te voldoen aan de WAP Rendementsgarantie.

§ 2 Daarnaast verbindt de Inrichter er zich tegenover de Aangeslotenen toe om al het nodige te doen voor de goede uitvoering van de Sectorale Pensioentoezegging.

§3 De Inrichter zal aan Sefoplus OFP tijdig en op regelmatige tijdstippen alle nodige gegevens overmaken om aan Sefoplus OFP toe te laten de Sectorale Pensioentoezegging op een correcte manier

uit te voeren en te beheren, in overeenstemming met dit pensioenreglement en de beheersovereenkomst en de toetredingsakte daartoe afgesloten tussen de Inrichter en de Pensioeninstelling. Sefoplus OFP zal slechts tot de uitvoering van zijn verplichtingen gehouden zijn voor zover het deze gegevens ontvangt van de Inrichter.

Het betreft in ieder geval de volgende gegevens:

1. de na(a)m(en), de voorna(a)m(en) en de geboortedatum van de Aangeslotene alsook de taal, de burgerlijke staat en identificatienummer in de sociale zekerheid;
2. het adres van de Aangeslotene;
3. voor iedere Aangeslotene: de benaming, de maatschappelijke zetel en het KBO-nummer van de Werkgever waarmee de Aangeslotene via een arbeidsovereenkomst verbonden is of was sinds zijn aansluiting bij het Sectoraal Pensioenstelsel;
4. het bruto kwartaalloon van de Aangeslotene;
5. alle andere noodzakelijke gegevens zoals gevraagd door de Pensioeninstelling aan de Inrichter.

De Inrichter is er ook toe gehouden om alle wijzigingen van de bovenstaande gegevens, tijdens de duur van de aansluiting, onverwijd door te geven aan Sefoplus OFP.

§4 De Inrichter organiseert ten voordele van de Aangeslotenen een helpdesk, georganiseerd via Sefoplus OFP.

HOOFDSTUK V RECHTEN EN PLICHTEN VAN DE AANGESLOTENEN EN/OF DIENS BEGUNSTIGDE(N)

Artikel 5

§1 De Aangeslotene en/of diens Begunstigde(n) onderwerpt (onderwerpen) zich aan de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2020 tot invoering van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel, evenals aan de eventuele latere collectieve arbeidsovereenkomsten tot wijziging hiervan. Die documenten moeten als één geheel worden beschouwd.

§2 De Aangeslotene en/of diens Begunstigde(n) maakt, in voorkomend geval, de ontbrekende gegevens over aan Sefoplus OFP.

§3 Leeft de Aangeslotene en/of diens Begunstigde(n) een hem door dit pensioenreglement of door een collectieve arbeidsovereenkomst zoals bepaald in §1 opgelegde verplichting niet na en ontstaat hierdoor enig verlies van recht voor hem en/of voor zijn Begunstigde(n), dan zijn de Inrichter en Sefoplus OFP in dezelfde mate ontslagen van hun verplichtingen voortvloeiend uit de Sectorale Pensioentoezegging tegenover deze Aangeslotene en/of diens Begunstigde(n).

HOOFSTUK VI

RECHTEN EN PLICHTEN VAN DE PENSIOENINSTELLING

Artikel 6

§1 De Inrichter vertrouwt het beheer en de uitvoering van de Sectorale Pensioentoezegging toe aan Sefoplus OFP.

§2 Sefoplus OFP heeft in dit verband een middelenverbintenis. Dit houdt in dat Sefoplus OFP er zich toe verbindt om de vaste bijdragen die door de Inrichter worden gestort zo goed en zo zorgvuldig mogelijk te beheren (als een goede huisvader) met het oog op de verwesenlijking van haar doel, zonder dat zij zich verbindt tot een resultaat. De bijdragen gestort door de Inrichter zullen vanaf het moment van inschrijving ervan op de individuele rekening worden gekapitaliseerd aan het Netto Financieel Rendement zoals gedefinieerd in artikel 2.10 van dit pensioenreglement.

§3 Sefoplus OFP beheert de activa op prudentiële wijze, in het belang van de Aangeslotenen en de Begunstigden. Hiertoe werkt Sefoplus OFP een beleggingsbeleid uit in overeenstemming met de WIBP en het KB WIBP en legt dit vast in een verklaring inzake de beleggingsbeginselen of "statement of investment principles" (SIP). Sefoplus OFP volgt de correcte uitvoering van de SIP nauwgezet op.

HOOFDSTUK VII

PRESTATIES

Artikel 7

§1 De Sectorale Pensioentoezegging heeft tot doel om, ter aanvulling van het wettelijk pensioen:

- een aanvullend pensioenkapitaal (of een hiermee overeenstemmende rente) samen te stellen dat op het moment van Pensionering aan de Aangeslotene wordt uitbetaald indien hij in leven is;
- een overlijdenskapitaal (of een hiermee overeenstemmende rente) uit te keren aan de Begunstigde(n) indien de Aangeslotene overlijdt vóór (de uitkering van het aanvullend pensioenkapitaal naar aanleiding van de) Pensionering.

§2 Aangezien de Sectorale Pensioentoezegging een pensioentoezegging is van het type vaste bijdragen zonder gewaarborgd rendement, garandeert de Inrichter enkel de betaling van de vaste bijdrage zonder enige verbintenis aan te gaan op het gebied van de kapitalisatie van de bijdragen. De Inrichter zal weliswaar voldoen aan de verplichtingen inzake de WAP Rendementsgarantie zoals bepaald in artikel 2.23. Sefoplus OFP gaat een middelenverbintenis aan en garandeert geen rendement. De bijdragen gestort door de Inrichter worden gekapitaliseerd op basis van het Netto Financieel Rendement, overeenkomstig artikel 2.10.

§3 De kapitalisatie loopt maximaal tot drie maanden na de Pensionering of de datum van overlijden (indien Sefoplus OFP op dat moment nog niet kon overgaan tot betaling van het voorschot).

HOOFDSTUK VIII UITBETALING VAN HET AANVULLEND PENSIOEN EN DE PRESTATIE BIJ OVERLIJDEN

AFDELING I UITBETALING BIJ PENSIONERING OP DE WETTELIJKE (VERVROEGDE) PENSIOENLEEFTIJD

Artikel 8

§1 Het Aanvullend Pensioen (of de hiermee overeenstemmende rente) wordt overeenkomstig de WAP uitbetaald bij Pensionering.

§2 Het Aanvullend Pensioen waarop de Aangeslotene aanspraak maakt bij Pensionering is gelijk aan het bedrag op de individuele rekening van de Aangeslotene bij Sefoplus OFP op dat moment, desgevallend verhoogd tot WAP Rendementsgarantie.

§3 Uiterlijk drie maanden voor Pensionering of wanneer Sefoplus OFP in kennis wordt gesteld van de datum van Pensionering, ontvangt de Aangeslotene een brief van Sefoplus OFP waarin de op dat moment Verworven Reserves worden meegedeeld, evenals de formaliteiten in het kader van de uitbetaling van het Aanvullend Pensioen.

§4 De Aangeslotene dient vervolgens de ingevulde formulieren en de opgevraagde bijlagen te bezorgen aan Sefoplus OFP alvorens deze tot uitbetaling van het Aanvullend Pensioen kan overgaan.

AFDELING II PRESTATIE BIJ OVERLIJDEN

Artikel 9

§1 Indien de Aangeslotene overlijdt voor Pensionering of alvorens het Aanvullend Pensioen naar aanleiding van de Pensionering (volledig) is uitbetaald, wordt aan zijn Begunstigde(n) een overlijdensprestatie uitbetaald die gelijk is aan de Verworven Reserves van de Aangeslotene op het moment van overlijden. Deze wordt uitgekeerd, volgens de hierna vermelde volgorde:

- (1) de Partner;
- (2) bij gebreke, de Kinderen of hun rechtverkrijgenden bij vooroverlijden, bij plaatsvervulling, voor gelijke delen;
- (3) bij gebreke, de Begunstigde die door de Aangeslotene is aangeduid, door middel van het hiertoe bestemde begunstigingsformulier per aangetekend schrijven te richten aan Sefoplus OFP. De datumstempel van de post op het aangetekend schrijven (datum afgiftebewijs) geldt als bewijs van de aanduiding. De aanduiding van een Begunstigde kan door de Aangeslotene via een later begunstigingsformulier per aangetekend schrijven worden gewijzigd of herroepen, waarbij de datumstempel van de post op het aangetekend schrijven zal gelden als datum van wijziging of herroeping van de aangeduide Begunstigde. Enkel natuurlijke personen kunnen door de Aangeslotene aangeduid worden als Begunstigde.

Bij gebreke van enige Begunstigde op basis van de hiervoor vermelde volgorde, worden de Verworven Reserves niet uitbetaald en worden deze gestort in de Vrije Reserve.

§2 De Aangeslotene kan, op zijn uitdrukkelijk verzoek, de begunstigingsvolgorde tussen rang (1) en rang (2) wijzigen. In dat geval worden de Kinderen (of hun rechtverkrijgenden bij vooroverlijden) de eerste begunstigde(n) in rang. De Aangeslotene moet hiertoe per aangetekend schrijven het hiertoe

bestemde begunstigingsformulier bezorgen aan Sefoplus OFP. De datumstempel van de post op het aangetekend schrijven (datum afgiftebewijs) geldt als bewijs van deze wijziging van begunstigingsvolgorde. De Aangeslotene kan deze wijziging van de begunstigingsvolgorde via een later aangetekend schrijven herroepen, waarbij de datumstempel van de post op het aangetekend schrijven zal gelden als datum van herroeping.

§3 De Aangeslotene kan, op zijn uitdrukkelijk verzoek, de kinderen van zijn of haar Partner die gedomicilieerd zijn op het adres van de Aangeslotene toevoegen aan rang (2) van de bovenvermelde begunstigingsvolgorde. De Aangeslotene moet hiertoe per aangetekend schrijven het hiertoe bestemde begunstigingsformulier bezorgen aan Sefoplus OFP. De datumstempel van de post op het aangetekend schrijven (datum afgiftebewijs) geldt als bewijs van deze uitbreiding van rang (2) met de kinderen van de Partner. De Aangeslotene kan deze uitbreiding van rang (2) met de kinderen van de Partner via een later aangetekend schrijven herroepen, waarbij de datumstempel van de post op het aangetekend schrijven zal gelden als datum van herroeping.

§4 In geval er op basis van de volgorde vermeld in § 1 meerdere Begunstigen zijn dan wordt de overlijdensprestatie verdeeld in gelijke delen.

§5 Wanneer het overlijden van de Aangeslotene het gevolg zou zijn van opzettelijke doding vanwege de Begunstigde, kan de betrokken Begunstigde geen aanspraak maken op de overlijdensprestatie. In dat geval hebben de eventuele andere Begunstigen in dezelfde rang of de Begunstigde(n) in de eerstvolgende rang wel recht op een overlijdensprestatie.

§6 Sefoplus OFP zal in ieder geval de overlijdensprestatie maar éénmaal uitbetalen. Noch Sefoplus OFP, noch de Inrichter kunnen aansprakelijk gesteld worden voor eventuele fiscale, burgerrechtelijke, huwelijksvermogensrechtelijke of andere gevolgen van de begunstigingsvolgorde.

§7 Sefoplus OFP zal, nadat het op de hoogte werd gebracht van het overlijden van de Aangeslotene, een brief versturen naar het officiële adres van de overleden Aangeslotene waarbij het de Begunstigde(n) uitnodigt om de meegestuurde formulieren ingevuld terug te sturen, met inbegrip van de opgevraagde bijlagen (attesten en bewijsstukken) die Sefoplus OFP nodig heeft voor de uitvoering van de uitbetaling van de overlijdensprestatie.

HOOFDSTUK IX MODALITEITEN VAN DE UITBETALING

Artikel 10

§1 Opdat Sefoplus OFP tot de effectieve betaling van het Aanvullend Pensioen of de overlijdensprestatie kan overgaan, dient het te beschikken over de loongegevens (Pensioengrondslag) van de ganse aansluitingsduur van de Aangeslotene bij het Sectoraal Pensioenstelsel.

§2 De Aangeslotene, respectievelijk de Begunstigde, ontvangt uiterlijk een maand nadat Sefoplus OFP het ingevulde formulier en alle bijlagen (attesten en bewijsstukken) die nodig zijn om te kunnen overgaan tot de uitbetaling heeft ontvangen, een voorschot dat wordt berekend op basis van de op dat moment beschikbare loongegevens. In geval van Pensionering, kan dit voorschot ten vroegste vanaf de datum van Pensionering uitbetaald worden.

§3 Het eventueel resterende saldo - met een minimum van 15 EUR - van het Aanvullend Pensioen of van de overlijdensprestatie wordt door Sefoplus OFP betaald in de maand september van het jaar volgend op de datum van de uitbetaling van het voorschot.

HOOFDSTUK X UITBETALINGSVORM

Artikel 11

De Aangeslotene, respectievelijk de Begunstigde(n) kan/kunnen kiezen voor:

- hetzij een éénmalig kapitaal,
- hetzij een omzetting van het kapitaal in een jaarlijkse levenslange rente.

Artikel 12

§1 Een omvorming van het kapitaal in een jaarlijkse levenslange rente is echter niet mogelijk wanneer het jaarlijks bedrag van de rente bij de aanvang ervan niet meer bedraagt dan 500 EUR bruto. Dit bedrag wordt geïndexeerd volgens de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971, houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, bijdragen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, evenals de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijsen worden gekoppeld (bedrag zoals gekend bij de ondertekening van de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2020 tot invoering van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel: 646,80 EUR).

§2 Indien Sefoplus OFP binnen de maand te rekenen vanaf de kennisgeving zoals bedoeld in artikel 8, §3 respectievelijk in artikel 9, §7, geen aanvraag tot omzetting heeft ontvangen van de Aangeslotene, respectievelijk de Begunstigde, wordt verondersteld dat hij geopteerd heeft voor de uitbetaling onder de vorm van een éénmalig kapitaal.

HOOFDSTUK XI BIJDRAGEN

Artikel 13

§1 Overeenkomstig artikel 4 stort de Inrichter trimestrieel, ter financiering van de Sectorale Pensioentoezegging, aan Sefoplus OFP, een vaste bijdrage per actieve aangeslotene, zoals vastgelegd in de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2020 tot invoering van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel, die op 1 januari 2021 gelijk is aan 1 % procent van de Pensioengrondslag. De vaste bijdrage voor een kwartaal wordt op het einde van het betrokken kwartaal ingeschreven op de individuele rekeningen van de Aangeslotenen.

§2 Overeenkomstig artikel 7 §3 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2020 tot invoering van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel, wordt op 1 april 2021 een startpremie ingeschreven op de individuele rekeningen van de Aangeslotenen die in de loop van 2020 tewerkgesteld werden door een Werkgever én op 31 maart 2021 Actieve Aangeslotenen zijn, gelijk aan 1% van de Pensioengrondslag van 2020.

§3 De beheerskosten worden gedekt via een verhoging van de bijdrage, zoals vastgelegd in de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2020 tot invoering van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel, die op 1 januari 2021 gelijk is aan 0,20 % van de Pensioengrondslag en die dient ter dekking van de beheerskosten, de bijzondere RSZ-bijdrage van 8,86% op de hiervoor vermelde netto bijdrage van 1% van de Pensioengrondslag en van de solidariteitstoezegging. De beheersovereenkomst ende toetredingsakte tot de beheersovereenkomst afgesloten tussen Sefoplus OFP en de Inrichter, die de beheers- en werkingsregels van Sefoplus OFP vastlegt, bepaalt de hoogte van de beheerskosten die door de Inrichter worden overgemaakt aan Sefoplus OFP.

HOOFDSTUK XII VERWORVEN RESERVES EN VERWORVEN PRESTATIES

Artikel 14

§1 De Actieve Aangeslotene maakt onmiddellijk aanspraak op Verworven Reserves en Verworven Prestaties, zonder dat er sprake is van enige verwervingsperiode.

§2 Indien de Aangeslotene er naar aanleiding van de Uittreding voor opteert om zijn Verworven Reserves opgebouwd in het kader van dit Sectoraal Pensioenstelsel over te dragen naar een andere Pensioeninstelling (overeenkomstig artikel 32 §1 WAP en zoals hierna omschreven in artikel 15 §3 van dit pensioenreglement) is de Inrichter er op het tijdstip van de overdracht toe gehouden om de tekorten ten aanzien van de WAP Rendementsgarantie, op datum van de Uittreding, aan te zuiveren.

HOOFDSTUK XIII PROCEDURE INGEVAL VAN UITTREDING

Artikel 15

§1 Trimestrieel stelt Sefoplus OFP, op basis van de DmfA-gegevens die via de Inrichter aan Sefoplus OFP ter beschikking worden gesteld, vast welke Aangeslotenen zijn uitgetreden.. .

§2 Sefoplus OFP zal vervolgens het bedrag van de Verworven Reserves en prestaties, het behoud van de overlijdensdekking en het type ervan en de hierna opgesomde keuzemogelijkheden schriftelijk meedelen aan de uittredende Aangeslotene. De uittredende Aangeslotene wiens verworven reserve echter lager zijn dan 150 euro, overeenkomstig artikel 31 § 1 van de WAP en §4 van dit artikel, zal deze kennisgeving niet ontvangen.

§3 De uittredende Aangeslotene heeft vervolgens 30 dagen de tijd (te rekenen vanaf de kennisgeving door Sefoplus OFP) om zijn keuze te bepalen uit de hierna volgende mogelijkheden betreffende de aanwending van zijn Verworven Reserves, desgevallend aangevuld tot de minimumbedragen gewaarborgd in toepassing van de WAP Rendementsgarantie:

- (1) de Verworven Reserves over te dragen naar de pensioeninstelling van:
 - ofwel de nieuwe werkgever met wie hij een arbeidsovereenkomst gesloten heeft, op voorwaarde dat hij wordt aangesloten bij de pensioentoezegging van zijn nieuwe werkgever;
 - ofwel de nieuwe inrichter van het sectoraal pensioenstelsel waaraan de nieuwe werkgever, met wie hij een arbeidsovereenkomst gesloten heeft, ressorteert, op voorwaarde dat hij wordt aangesloten bij dit sectoraal pensioenstelsel;

- (2) de Verworven Reserves overdragen naar een pensioeninstelling die de totale winst verdeelt onder de Aangeslotenen in verhouding tot hun reserves en de kosten beperkt volgens de regels vastgesteld per koninklijk besluit;
- (3) de Verworven Reserves bij de Pensioeninstelling laten en behouden zonder wijziging van de Sectorale Pensioentoezegging (zij het uiteraard zonder aanspraak te maken op de verdere betaling door de Inrichter van de vaste bijdrage) en met behoud van een overlijdensdekking gelijk aan de Verworven Reserves.

§4 De uitstredende Aangeslotene beschikt niet over de keuzes vermeld in §3 van dit artikel indien de Verworven Reserves op het moment van Uittreding minder bedragen dan 150 euro overeenkomstig artikel 32 §1 WAP. Dit bedrag wordt geïndexeerd volgens de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971, houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, bijdragen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijsen worden gekoppeld. In dat geval blijven de Verworven Reserves bij Sefoplus OFP zonder wijziging van de Sectorale Pensioentoezegging en zal de Aangeslotene hierop aanspraak maken naar aanleiding van zijn Pensionering.

§5 Wanneer de Aangeslotene (die niet valt onder het toepassingsgebied van §4 van dit artikel) de voormelde termijn van 30 dagen laat verstrijken, wordt hij verondersteld te hebben gekozen voor de mogelijkheid bedoeld in artikel 15 §3, (3) van dit pensioenreglement (d.i. zijn Verworven Reserves bij Sefoplus OFP laten). Na het verstrijken van deze termijn kan de Aangeslotene evenwel ten alle tijde vragen om zijn reserves over te dragen naar een Pensioeninstelling bedoeld in artikel 15, §3, (1) of (2) hiervoor.

§6 Sefoplus OFP zal ervoor zorgen dat de door de Aangeslotene gemaakte keuze binnen de 30 daaropvolgende dagen uitgevoerd wordt, in zoverre Sefoplus OFP daartoe beschikt over de nodige gegevens. In geval de Aangeslotene opteert voor de opties vermeld in artikel 15 §3, (1) en artikel 15 §3, (2) worden zijn Verworven Reserves geactualiseerd tot op de datum van de effectieve overdracht.

§7 Indien een gewezen Aangeslotene, overeenkomstig artikel 15 §3, (1) of artikel 15 §3, (2) van dit pensioenreglement, heeft geopteerd voor de overdracht van zijn Verworven Reserves en hij na de overdracht van zijn Verworven Reserves herintreedt in het Sectoraal Pensioenstelsel wordt hij als een nieuwe Aangeslotene beschouwd.

HOOFDSTUK XIV BEEINDIGING VAN HET SECTORAAL PENSIOENSTELSEL

Artikel 16

Ingeval van stopzetting van het Sectoraal Pensioenstelsel of bij faillissement en/of ontbinding en vereffening van een Werkgever, verwerven de betrokken Aangeslotenen, overeenkomstig de WAP, de Verworven Reserves die desgevallend worden aangevuld tot de WAP Rendementsgarantie.

HOOFDSTUK XV VRIJE RESERVE

Artikel 17

§1 Zoals bepaald in artikel 2.21 wordt een Vrije Reserve ingericht binnen het Afzonderlijk Vermogen van de Inrichter.

§2 Ingeval van stopzetting van dit Sectoraal Pensioenstelsel, zullen de gelden van de Vrije Reserve in geen geval, noch volledig, noch gedeeltelijk, worden teruggestort aan de Inrichter. De Vrije Reserve zal daarentegen onder alle Aangeslotenen worden verdeeld in verhouding met hun Verworven Reserves, desgevallend aangevuld tot de WAP Rendementsgarantie.

HOOFDSTUK XVI TRANSPARANTIEVERSLAG

Artikel 18

§1 Onder de naam "transparantieverslag" zal Sefoplus OFP jaarlijks een verslag opstellen over het beheer van de Sectorale Pensioentoezegging en dit ter beschikking stellen van de Inrichter die het op eenvoudig verzoek meedeelt aan de Aangeslotenen.

§2 Het verslag omvat de volgende elementen:

- de financieringswijze van de Sectorale Pensioentoezegging en de structurele wijzigingen in die financiering;
- de beleggingsstrategie op lange en korte termijn en de mate waarin daarbij rekening wordt gehouden met sociale, ethische en leefmilieuaspecten;
- het rendement van de beleggingen;
- de kostenstructuur;
- de toepasselijke methode in geval van wijziging van de rentevoet voor de berekening van de WAP Rendementsgarantie (met name de verticale methode);
- het huidige niveau van financiering van de WAP Rendementsgarantie.

HOOFDSTUK XVII JAARLIJKSE INFORMATIE AAN DE AANGESLOTENEN: HET PENSIOENOVERZICHT

Artikel 19

§1 Elk jaar (uiterlijk in november of december) stuurt Sefoplus OFP een pensioenoverzicht aan elke Actieve Aangeslotene met uitzondering van de rentegenieters en de Aangeslotenen die reeds een voorschot op hun Aanvullend Pensioen hebben ontvangen zoals bedoeld in artikel 10, §2.

Aan elke Passieve Aangeslotene wordt een pensioenoverzicht ter beschikking gesteld door Sigedis, via MyPension.be.

§2 Dit pensioenoverzicht is opgesteld conform de bepalingen van artikel 26 van de WAP en de relevante bepalingen van de WIBP.

HOOFDSTUK XVIII WIJZIGINGSRECHT

Artikel 20

§1 Dit pensioenreglement wordt afgesloten in uitvoering van artikel 4 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2020 tot invoering van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel. Het is dan ook onlosmakelijk verbonden met deze collectieve arbeidsovereenkomst.

§2 Bijgevolg zal dit pensioenreglement worden gewijzigd en/of worden stopgezet indien en in de mate dat ook de voormelde collectieve arbeidsovereenkomst wordt gewijzigd en/of stopgezet.

HOOFDSTUK XIX NIET-BETALING VAN DE BIJDRAGEN

Artikel 21

§1 De bijdragen die in uitvoering van dit pensioenreglement (met inbegrip van de beheersovereenkomst en de toetredingsakte daartoe zoals afgesloten tussen Sefoplus OFP en de Inrichter die de beheers- en werkingsregels vastlegt) verschuldigd zijn of zullen worden, dienen door de Inrichter trimestrieel te worden voldaan.

§2 Bij niet-betaling van deze bijdragen door de Inrichter, zal deze door Sefoplus OFP in gebreke gesteld worden via een aangetekende brief.

§3 Deze ingebrekestelling, die de Inrichter aanmaant tot betaling en hem op de gevolgen van de niet-betaling wijst, wordt ten vroegste 30 dagen na de vervaldag van de onbetaalde bijdrage verzonden.

§4 Sefoplus OFP moet binnen de 3 maanden na de vervaldag van de verschuldigde bijdragen alle Actieve Aangeslotenen op de hoogte brengen van de wanbetaling door de Inrichter.

HOOFDSTUK XX DE BESCHERMING EN VERWERKING VAN PERSOONSGEGEVENS

Artikel 22

§1 Alle partijen betrokken bij het Sectoraal Pensioenstelsel, met inbegrip van alle partijen belast met het beheer en de uitvoering ervan (d.i. onder meer Sefoplus OFP en desgevallend de externe dienstverleners waarop het een beroep doet) verbinden zich ertoe de geldende wet- en regelgeving tot bescherming van de persoonsgegevens te eerbiedigen. Zij zullen de persoonsgegevens van de Aangeslotenen en de Begunstigden waarvan zij in kennis gesteld worden in het kader van de inrichting, het beheer en de uitvoering van Sectoraal Pensioenstelsel slechts mogen verwerken in overeenstemming met de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2020 tot invoering van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel, de beheersovereenkomst en de toetredingsakte daartoe afgesloten tussen de Inrichter en de Pensioeninstelling en de toepasselijke dienstverleningsovereenkomsten (desgevallend met inbegrip van de verwerkingsovereenkomsten)). Deze partijen verbinden zich ertoe om binnen de opgelegde of vastgestelde termijnen de gegevens bij te werken, te verbeteren, alsook de onjuiste of overbodige gegevens te verwijderen.

§2 Zij zullen de gepaste technische en organisatorische maatregelen treffen die nodig zijn voor de bescherming van de persoonsgegevens tegen toevallige of ongeoorloofde vernietiging, het toevallig

verlies, de wijziging van of de toegang tot, en iedere andere niet toegelaten verwerking van persoonsgegevens.

§3 Partijen zullen de nodige middelen aanwenden ter eerbiediging van de onder dit artikel aangegeven verbintenis en om ervoor te zorgen dat ieder gebruik van de persoonsgegevens van de Aangeslotenen en de Begunstigden voor andere doeleinden dan het beheer en de uitvoering van de Sectorale Pensioentoezegging of door andere personen dan deze die bevoegd zijn om deze persoonsgegevens te verwerken, uitgesloten is.

HOOFDSTUK XXI AANVANG

Artikel 23

§1 Dit pensioenreglement treedt in werking op 1 januari 2021 en wordt voor onbepaalde duur aangegaan. Het bestaan van dit pensioenreglement is gekoppeld aan het bestaan van de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2020 tot invoering van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel.

§2 Dit pensioenreglement kan enkel worden gewijzigd of opgezegd per sectorale collectieve arbeidsovereenkomst, waarbij rekening moet worden gehouden met de modaliteiten zoals voorzien in artikel 9 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2020 tot invoering van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel.

**PARITAIR SUBCOMITÉ VOOR DE TEXTIELNIJVERHEID UIT HET ADMINISTRATIEF
ARRONDISSEMENT VERVIERS (PC 120.01)**

BIJLAGE 2

Aan de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2020 tot invoering van een sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel

SOLIDARITEITSREGLEMENT

INHOUDSTAFEL

Hoofdstukken

1. Voorwerp
2. Definities
3. Aansluiting
4. Rechten en plichten van de Inrichter
5. Rechten en plichten van de Aangeslotenen en/of diens Begunstigde(n)
6. Gewaarborgde prestaties
7. Uitvoering van de gewaarborgde prestaties
8. Technische grondslagen
9. Solidariteitsfonds
10. Bijdragen
11. Toezichtcomité
12. Transparantieverslag
13. Jaarlijkse informatie aan de Aangeslotenen
14. Fiscaliteit
15. Wijzigingsrecht
16. Niet-betaling van de bijdragen
17. De bescherming en verwerking van persoonsgegevens
18. Aanvang

HOOFDSTUK I. VOORWERP

Artikel 1

§1 Dit sectoraal solidariteitsreglement is opgemaakt in uitvoering van artikel 5 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2020 tot invoering van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel.

§2 Dit solidariteitsreglement legt de Sectorale Solidariteitstoezegging vast. Het bepaalt de rechten en de plichten van de Inrichter, de Solidariteitsinstelling, de Aangeslotenen, de Begunstigden en de Werkgevers die onder de bevoegdheid vallen van het Paritair Subcomité voor de textielijverheid uit het administratief arrondissement Verviers (PSC 120.01), met uitzondering van de ondernemingen of (vestigingseenheden van de) werkgevers die overeenkomstig de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2020 betreffende de vaststelling van de voorwaarden voor de uitsluiting uit het toepassingsgebied van het sectoraal aanvullend pensioenstelsel, uitgesloten zijn uit het toepassingsgebied van het sectoraal aanvullend pensioenstelsel.

§3 In overeenstemming met artikel 10, §1 WAP strekt deze Sectorale Solidariteitstoezegging er mede toe het Sectoraal Pensioenstelsel te doen genieten van het bijzonder statuut vastgesteld in artikel 176², 4°bis van het wetboek diverse rechten en takken en door artikel 10 van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot vrijwaring van het concurrentievermogen. Deze Sectorale Solidariteitstoezegging maakt een integrerend onderdeel uit van het Sectoraal Pensioenstelsel.

HOOFDSTUK II. DEFINITIES

Artikel 2

1. Aangeslotenen

De arbeiders, tewerkgesteld door de Werkgevers die voldoen aan de aansluitingsvoorwaarden zoals vermeld in artikel 3 van dit solidariteitsreglement.

2. Begunstigde(n):

De persoon of personen die overeenkomstig artikel 10 van het solidariteitsreglement aanspraak maken op een rente-uitkering in geval van overlijden van de Aangeslotene. De begunstigingsvolgorde is opgenomen in artikel 9 van het Pensioenreglement.

3. FSMA

De Autoriteit voor Financiële Markten en Diensten.

4. Herberekeningsdatum

De Herberekeningsdatum voor dit Solidariteitsreglement wordt vastgesteld op 1 januari.

5. Inrichter

Conform artikel 3 §1, 5° WAP hebben de representatieve organisaties vertegenwoordigd in het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers (PSC 120.01) het Fonds voor Bestaanszekerheid - Sectoraal Aanvullend Pensioen voor de Textielnijverheid, afgekort 'FBZ-SAP Textiel', aangeduid als Inrichter van het Sectoraal Pensioenstelsel.

Het gaat hier om een multi-sectorale Inrichter, die als gemeenschappelijke inrichter optreedt voor het Sectoraal Pensioenstelsel van het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers (PSC 120.01), het sectoraal pensioenstelsel van het Paritair Comité voor de textielnijverheid (PC 120) en het sectoraal pensioenstelsel voor het Paritair Comité voor de bedienden van de textielnijverheid (PC 214).

Aangezien FBZ-SAP Textiel optreedt voor meerdere paritaire comités zal het, in overeenstemming met de WAP, als uitsluitend doel de opbouw van aanvullende pensioenen hebben.

6. KB Financiering

Koninklijk Besluit van 14 november 2003 tot vaststelling van de regels inzake de financiering en het beheer van de solidariteitstoezegging.

7. KB Solidariteit

Koninklijk besluit van 14 november 2003 tot vaststelling van de solidariteitsprestaties verbonden met de sociale aanvullende pensioenstelsels.

8. KB WAP

Koninklijk besluit van 14 november 2003 tot uitvoering van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid.

9. Pensioenreglement

Het Pensioenreglement vastgesteld in uitvoering van artikel 4 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2020 tot invoering van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel.

10. Sectoraal Pensioenstelsel

De collectieve pensioentoezegging gedaan door de Inrichter zoals vastgesteld in de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2020 tot invoering van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel en in het Pensioenreglement. Het Sectoraal Pensioenstelsel is een sociaal pensioenstelsel dat enerzijds voorziet in de sectorale pensioentoezegging (pensioenluik), die geregeld wordt in het Pensioenreglement, en anderzijds in een Sectorale Solidariteitstoezegging (solidariteitsluik), die geregeld wordt in dit solidariteitsreglement.

11. Sectorale Solidariteitstoezegging

De toezegging van solidariteitsprestaties gedaan door de Inrichter overeenkomstig het KB Solidariteit aan de Aangeslotenen en/of hun Begunstigde(n) in uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2020 tot invoering van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel, alsook de eventuele latere collectieve arbeidsovereenkomsten tot wijziging hiervan.

De Sectorale Solidariteitstoezegging maakt deel uit van het Sectoraal Pensioenstelsel.

12. Solidariteitsinstelling

Belfius Verzekeringen NV, verzekeringsonderneming toegelaten onder codenummer 0037, met ondernemingsnummer 0405.764.064 en met maatschappelijke zetel te Karel Rogierplein 11, 1210 Brussel, die in uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2020 tot invoering van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel door de Inrichter is aangeduid als Solidariteitsinstelling, aan wie het beheer en de uitvoering van de Sectorale Solidariteitstoezegging is toevertrouwd.

13. Solidariteitsfonds

Het collectieve fonds dat bij de Solidariteitsinstelling in het kader van deze Sectorale Solidariteitstoezegging, wordt gevormd en afgescheiden van haar overige activiteiten wordt beheerd.

14. Toezichtscomité

Het comité opgericht binnen de Inrichter dat voor de helft is samengesteld uit de representatieve werk nemersorganisaties vertegenwoordigd in het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers (PSC 120.01) en voor de andere helft uit de representatieve werkgeversorganisatie vertegenwoordigd in het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers (PSC 120.01)

15. Transparantieverslag

Het jaarlijks verslag opgesteld door de Solidariteitsinstelling over het door haar gevoerde beheer van de Sectorale Solidariteitstoezegging.

16. Uittreding

Onder Uittreding moet worden begrepen:

- Hetzij de beëindiging van een arbeidsovereenkomst (anders dan door overlijden of Pensionering) voor zover die niet wordt gevolgd door het sluiten van een arbeidsovereenkomst met een andere Werkgever die eveneens behoort tot het ressort van het Paritair Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers (PSC 120.01). Moet eveneens onder Uittreding worden begrepen, de beëindiging van de arbeidsovereenkomst (anders dan door overlijden of Pensionering) die gevolgd wordt door het sluiten van een arbeidsovereenkomst met een werkgever die overeenkomstig artikel 8 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2020 tot

- invoering van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel, uitgesloten is uit het toepassingsgebied van het sectoraal aanvullend pensioenstelsel;
- Hetzij het einde van de aansluiting vanwege het feit dat de werknemer niet langer de aansluitingsvooraarden van het Sectoraal Pensioenstelsel vervult, zonder dat dit samenvalt met de beëindiging van de arbeidsovereenkomst, anders dan door overlijden of Pensionering;
- Hetzij het einde van de aansluiting vanwege het feit dat de Werkgever of, ingeval van de overgang van de arbeidsovereenkomst, de nieuwe Werkgever valt onder het ressort van het Paritaire Subcomité voor de textielnijverheid uit het administratief arrondissement Verviers (PSC 120.01), maar overeenkomstig artikel 8 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2020 tot invoering van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel, uitgesloten is uit het toepassingsgebied van het sectoraal aanvullend pensioenstelsel.

17. WAP

De wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheden, hierna afgekort als "de WAP". De begrippen die in het solidariteitsreglement worden gebruikt, moeten worden begrepen in de zin van en in lijn met de definities voorzien in artikel 3 WAP.

18. WAP Rendementsgarantie

De wettelijke minimum rendementsgarantie op werkgeversbijdragen zoals voorzien in artikel 24 van de WAP voor de Actieve Aangeslotenen en in artikel 3, §3 van het KB WAP voor de Passieve Aangeslotenen, die moet worden gewaarborgd door de Inrichter op de momenten bepaald in de WAP.

In geval van een wijziging van de rentevoet voor de berekening van de WAP Rendementsgarantie voor de Actieve Aangeslotenen, conform artikel 24 van de WAP, wordt de verticale methode toegepast. Dit betekent dat de oude rentevoet wordt toegepast tot op het moment van de wijziging op de bijdragen verschuldigd op basis van het pensioenreglement voor deze wijziging. De nieuwe rentevoet wordt vanaf de wijziging toegepast op (i) de bijdragen die verschuldigd zijn op basis van het pensioenreglement vanaf de wijziging, en (ii) op het bedrag resulterend uit de kapitalisatie tegen de oude rentevoet van de bijdragen verschuldigd op basis van het pensioenreglement tot aan de wijziging.

19. Werkgever

De Werkgevers zoals bedoeld in artikel 1 §1 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2020 tot invoering van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel, alsook van de eventuele latere collectieve arbeidsovereenkomsten tot wijziging hiervan, met uitzondering van de ondernemingen of (vestigingseenheden van de) werkgevers die overeenkomstig de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2020 betreffende de vaststelling van de voorwaarden voor de uitsluiting uit het toepassingsgebied van het sectoraal aanvullend pensioenstelsel, uitgesloten zijn uit het toepassingsgebied van het Sectoraal Pensioenstelsel.

Gezien deze Sectorale Solidariteitstoezegging een integrerend onderdeel uitmaakt van het Sectoraal Pensioenstelsel, moeten de hierna gehanteerde termen die niet zouden opgenomen zijn in deze begrippenlijst worden opgevat in hun betekenis in het licht van artikel 3 van de WAP of van de begrippenlijst opgenomen in artikel 2 van het Pensioenreglement.

HOOFDSTUK III AANSLUITING

Artikel 3

§1 Alle arbeiders die op of na 1 januari 2021 verbonden zijn via een arbeidsovereenkomst met een Werkgever, met uitsluiting van studenten en leerlingen, worden aangesloten bij de Sectorale Solidariteitstoezegging.

§2 De arbeiders bedoeld in artikel 3, §1 van dit solidariteitsreglement worden onmiddellijk aangesloten bij de Sectorale Solidariteitstoezegging, dit wil zeggen hetzij op 1 januari 2021 voor de arbeiders die op dat moment reeds in dienst zijn van een Werkgever, hetzij op de datum van indiensttreding van een Werkgever voor de arbeiders die vanaf 1 januari 2021 in dienst treden van een Werkgever. Zij blijven aangesloten zolang zij in dienst zijn van een Werkgever. Hierop bestaat evenwel één uitzondering: de personen die effectief hun wettelijk (vervroegd) pensioen hebben opgenomen, maar vervolgens verder of opnieuw tewerkgesteld worden met een arbeidsovereenkomst afgesloten met een Werkgever, blijven of worden niet aangesloten bij de Sectorale Solidariteitstoezegging.

HOOFDSTUK IV RECHTEN EN PLICHTEN VAN DE INRICHTER

Artikel 4

§1 De Inrichter gaat tegenover alle Aangeslotenen de verbintenis aan alles te doen voor de goede uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2020 tot invoering van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel, alsook van de eventuele latere collectieve arbeidsovereenkomsten tot wijziging hiervan, met inbegrip van het Pensioenreglement en dit solidariteitsreglement.

§2 De bijdrage die de Inrichter verschuldigd is ter financiering van de Sectorale Solidariteitstoezegging wordt door de Inrichter, zonder verwijl aan de Solidariteitsinstelling overgemaakt. Dit gebeurt trimestrieel.

§3 De Inrichter zal aan de Solidariteitsinstelling tijdig en op regelmatige tijdstippen alle nodige gegevens overmaken om aan de Solidariteitsinstelling toe te laten de Sectorale Solidariteitstoezegging op een correcte manier uit te voeren en te beheren, in overeenstemming met dit solidariteitsreglement. De Solidariteitsinstelling zal slechts tot de uitvoering van zijn verplichtingen gehouden zijn voor zover zij deze gegevens (tijdig) ontvangt van de Inrichter.

Het betreft in ieder geval de volgende gegevens:

1. per Aangeslotene, het aantal dagen van economische werkloosheid, zoals omschreven in artikel 7;
2. per Aangeslotene, het aantal dagen van arbeidsongeschiktheid ten gevolge van (beroeps)ziekte, (arbeids)ongeval en/of moederschapsbescherming zoals omschreven in artikel 8 en 9;

3. alle andere noodzakelijke gegevens zoals gevraagd door de Solidariteitsinstelling.

De Inrichter is er ook toe gehouden om alle wijzigingen van de bovenstaande gegevens, tijdens de duur van de aansluiting, onverwijd door te geven aan de Solidariteitsinstelling.

§4 De Inrichter organiseert ten voordele van de Aangesloten een helpdesk, georganiseerd via Sefoplus OFP (de pensioeninstelling).

HOOFDSTUK V RECHTEN EN PLICHTEN VAN DE AANGESLOTENEN EN/OF DIENS BEGUNSTIGDE(N)

Artikel 5

§1 De Aangeslotene en/of diens Begunstigde(n) onderwerpt (onderwerpen) zich aan de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2020 tot invoering van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel, evenals aan de eventuele latere collectieve arbeidsovereenkomsten tot wijziging hiervan. Die documenten moeten als één geheel worden beschouwd.

§2 De Aangeslotene en/of diens Begunstigde(n) maakt (maken), in voorkomend geval, de ontbrekende gegevens over aan de Solidariteitsinstelling.

§3 Leeft (leven) de Aangeslotene en/of diens Begunstigde(n) een hem door dit solidariteitsreglement of door een collectieve arbeidsovereenkomst zoals bepaald in §1 opgelegde verplichting niet na en ontstaat hierdoor enig verlies van recht voor hem en/of voor zijn Begunstigde(n), dan zijn de Inrichter en de Solidariteitsinstelling in dezelfde mate ontslagen van hun verplichtingen voortvloeiend uit de Sectorale Solidariteitstoezegging tegenover deze Aangeslotene en/of diens Begunstigde(n).

HOOFDSTUK VI GEWAARBORGDE PRESTATIES

Artikel 6

§1 In overeenstemming met artikel 43, §1 van de WAP, zoals uitgevoerd door het KB Solidariteit, heeft dit solidariteitsreglement tot doel de Sectorale Solidariteitstoezegging te waarborgen.

§2 De Aangeslotenen hebben slechts recht op de effectieve uitvoering van de solidariteitsprestaties op voorwaarde dat de Solidariteitsinstelling in hun voordeel bijdragen ontvangen heeft ter financiering van deze Sectorale Solidariteitstoezegging, zoals desgevallend verder gepreciseerd in dit solidariteitsreglement.

§3 Voor de uitvoering van de in artikels 7, 8 en 9 vermelde solidariteitsprestaties wordt geteld in een 5-dagen werkweek.

AFDELING I VERDERE PENSIOENOPBOUW GEDURENDE PERIODES VAN ECONOMISCHE WERKLOOSHEID

Artikel 7

§1 Gedurende de periodes waarin de Aangeslotene tijdelijk werkloos is wegens economische oorzaken in de zin van artikel 51 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten (code 71 in de gegevensstroom van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid), wordt de opbouw van het pensioenluik tijdens de voormelde periodes verder gefinancierd door de Solidariteitsinstelling op forfaitaire basis en dit gedurende in totaal maximaal 30 dagen per kalenderjaar. Desgevallend wordt deze pensioenopbouw gespreid over meerdere periodes van tijdelijke werkloosheid tot het maximum van 30 dagen voor een kalenderjaar is bereikt.

§2 In dit kader zal per dag, met een maximum van 30 dagen per kalenderjaar van economische werkloosheid zoals hiervoor beschreven, een forfaitair bedrag van 0,50 EUR worden ingeschreven op de individuele pensioenrekening van de betrokken Aangeslotene bij Sefoplus OFP (de pensioeninstelling).

§3 De toepassing van deze pensioenopbouw geldt ongeacht de arbeidsduur bepaald in de arbeidsovereenkomst en wordt pro rata toegepast op basis van het tewerkstellingspercentage van de Aangeslotene zoals van toepassing op het ogenblik van de aanvang van de periode van tijdelijke werkloosheid zoals omschreven in §1.

AFDELING II VERDERE PENSIOENOPBOUW GEDURENDE PERIODES VAN ARBEIDSONGESCHIKTHEID TEN GEVOLGE VAN (BEROEPS)ZIEKTE EN/OF (ARBEIDS)ONGEVAL

Artikel 8

§1 Gedurende de vergoede periodes van arbeidsongeschiktheid wegens ziekte of ongeval en de periodes die worden gedekt door een tijdelijke arbeidsongeschiktheid ten gevolge van een arbeidsongeval of een beroepsziekte van de Aangeslotene (code 10, 50, 60 of 61 in de gegevensstroom van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid), wordt de financiering van de opbouw van het pensioenluik tijdens de voormelde periodes verder gefinancierd door de Solidariteitsinstelling op forfaitaire basis en dit gedurende maximaal 30 dagen per kalenderjaar na de periode van gewaarborgd loon. Desgevallend wordt deze pensioenopbouw gespreid over meerdere periodes van arbeidsongeschiktheid tot het maximum van 30 dagen voor een kalenderjaar is bereikt.

§2 In dit kader zal per dag, met een maximum van 30 dagen per kalenderjaar, dat de Aangeslotene zich bevindt in één van de periodes zoals hiervoor beschreven, na de periode van gewaarborgd loon, een forfaitair bedrag van 0,50 EUR worden ingeschreven op de individuele pensioenrekening van de betrokken Aangeslotene bij Sefoplus OFP (de pensioeninstelling). Deze solidariteitsprestatie wordt enkel toegekend indien er in hoofde van de Aangeslotene, gedurende de vier opeenvolgende kwartalen voorafgaand aan het kwartaal waarin de Aangeslotene arbeidsongeschikt wordt conform artikel 8, §1 of gedurende alle kwartalen sinds de indiensttreding van de Aangeslotene indien dit er minder zijn dan vier, bijdragen werden gestort zoals bedoeld in artikel 7 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2020 tot invoering van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel of van de eventuele latere collectieve arbeidsovereenkomsten tot wijziging hiervan. Deze voorwaarde geldt echter niet

tijdens het eerste jaar volgend op de invoering van de Sectorale Solidariteitstoezegging op 1 januari 2021.

Een vergoede periode van arbeidsongeschiktheid conform artikel 8, §1 kan voor de toepassing van deze solidariteitsprestatie evenwel enkel in aanmerking komen indien deze pas is ingegaan op of na de datum van invoering van de Sectorale Solidariteitstoezegging (1 januari 2021).

§3 De toepassing van deze pensioenopbouw geldt ongeacht de arbeidsduur bepaald in de arbeidsovereenkomst en wordt pro rata toegepast op basis van het tewerkstellingspercentage van de Aangeslotene zoals van toepassing op het ogenblik van de aanvang van de periode van arbeidsongeschiktheid zoals omschreven in §1.

AFDELING III VERDERE PENSIOENBOUW GEDURENDE PERIODES VAN ARBEIDSONGESCHIKTHEID TEN GEVOLGE VAN MOEDERSCHAPS-BESCHERMING

Artikel 9

§1 Gedurende de vergoede periodes van arbeidsongeschiktheid in het kader van moederschapsbescherming die worden gedekt door een tijdelijke arbeidsongeschiktheid (code 51 in de gegevensstroom van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid), wordt de financiering van de opbouw van het pensioenluik tijdens de voormelde periodes verder gefinancierd door de Solidariteitsinstelling op forfaitaire basis en dit gedurende de eerste 30 dagen van deze periode van moederschapsbescherming.

§2 In dit kader zal per dag, gedurende de eerste 30 dagen van de periode van moederschapsbescherming, een forfaitair bedrag van 0,50 EUR worden ingeschreven op de individuele pensioenrekening van de betrokken Aangeslotene bij Sefoplus OFP (de pensioeninstelling).

§3 De toepassing van deze pensioenopbouw geldt ongeacht de arbeidsduur bepaald in de arbeidsovereenkomst en wordt pro rata toegepast op basis van het tewerkstellingspercentage van de Aangeslotene zoals van toepassing op het ogenblik van de aanvang van de periode van moederschapsbescherming zoals omschreven in §1.

AFDELING IV RENTE-UITKERING INGEVAL VAN OVERLIJDEN

Artikel 10

§1 Ingeval van overlijden van een Aangeslotene wordt er door de Solidariteitsinstelling aan de Begunstigde(n) zoals aangeduid in artikel 9 van het Pensioenreglement een vergoeding toegekend onder de vorm van een rente-uitkering, evenwel op voorwaarde dat:

- er in hoofde van de Aangeslotene tijdens de vier kwartalen voorafgaand aan het overlijden of gedurende alle kwartalen sinds de indiensttreding van de Aangeslotene ingeval dit er minder zijn dan vier, bijdragen gestort zijn geweest zoals bedoeld in artikel 7 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2020 tot invoering van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel, alsook van de eventuele latere collectieve arbeidsovereenkomsten tot wijziging hiervan; en

- het overlijden van de Aangeslotene zich situeert binnen de 365 dagen na de laatste gepresteerde dag van de Aangeslotene.

§2 Het vestigingskapitaal ter financiering van de voormelde rente-uitkering bedraagt 250 EUR bruto (desgevallend winstdeling inbegrepen). Dit kapitaal zal worden gebruikt ter vestiging van een niet-geïndexeerde levenslange rente op het hoofd van de Begunstigde(n).

§3 Indien echter het jaarbedrag van de rente, na de wettelijk verschuldigde fiscale en parafiscale inhoudingen, kleiner is dan 300 EUR, dan zal het netto vestigingskapitaal worden uitbetaald. Dit bedrag wordt geïndexeerd volgens de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971, houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, bijdragen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijsen worden gekoppeld.

HOOFDSTUK VII UITVOERING VAN DE GEWAARBORGDE PRESTATIES

AFDELING I SOLIDARITEITSPRESTATIES ZOALS OMSCHREVEN IN ARTIKEL 7, 8 EN 9

Artikel 11

§1 De uitkeringen van de solidariteitsprestaties zoals beschreven in artikel 7, 8 en 9 van het solidariteitsreglement, worden door de Solidariteitsinstelling gestort aan de Pensioeninstelling waar ze op de individuele rekeningen van de betrokken Aangeslotenen worden ingeschreven.

§2 Bij de toekenning wordt er rekening gehouden met een kapitalisatie van de solidariteitsprestaties aan de contractuele intrestvoet die voor de Solidariteitsprestaties zoals beschreven in artikel 7, 8 en 9 van het solidariteitsreglement werd overeengekomen.

Artikel 12

Wanneer een Aangeslotene die zich tijdens het afgelopen jaar bevond in een situatie zoals beschreven in artikel 7, 8 of 9, tijdens dat jaar zelf of diens Begunstigde(n) het voorschot op het Aanvullend Pensioen, het Aanvullend Pensioen of de prestatie bij overlijden uitgekeerd krijgen, dan zullen de solidariteitsprestaties zoals bedoeld in artikel 7, 8 of 9 waarop betrokken recht heeft, worden verwerkt in het saldo dat hem in het kader van het Pensioenreglement zal worden toegekend.

AFDELING II SOLIDARITEITSPRESTATIES ZOALS BESCHREVEN IN ARTIKEL 10

Artikel 13

Om tot de uitbetaling van de solidariteitsprestatie zoals beschreven in artikel 10 te kunnen overgaan dient/dienen de Begunstigde(n) de opgevraagde gegevens, formulieren en/of bijlagen te bezorgen aan de Solidariteitsinstelling.

HOOFDSTUK VIII TECHNISCHE GRONDSLAGEN

Artikel 14

§1 Voor de dekking van de solidariteitsprestaties zoals vermeld in artikels 7, 8 en 9 hiervoor, sluit de Inrichter een verzekeringsovereenkomst af met de Solidariteitsinstelling. De Solidariteitsinstelling onderschrijft ter zake een resultaatsverbintenis.

§2 De Sectorale Solidariteitstoezegging wordt gefinancierd overeenkomstig de tariferingsregels die door de Solidariteitsinstelling gebruikt wordt voor de betrokken risico's, rekening houdende met de toepasselijke bepalingen in het KB Financiering.

Artikel 15

§1 Ter dekking van de solidariteitsprestaties zoals beschreven in artikel 7, 8 en 9 wordt telkens een tijdelijke verzekering van een jaar onderschreven in hoofde van elke Aangeslotene.

§2 Ter dekking van de solidariteitsprestaties zoals beschreven in artikel 10 wordt een tijdelijke overlijdensverzekering onderschreven waarbij de Solidariteitsinstelling op het hoofd van elke Aangeslotene een vestigingskapitaal ter financiering van een rente-uitkering ingeval van een eventueel vroegtijdig overlijden verzekert.

HOOFDSTUK IX SOLIDARITEITSFONDS

Artikel 16

§1 In de schoot van de Solidariteitsinstelling wordt een Solidariteitsfonds ingericht.

§2 De bijdragen voor de Sectorale Solidariteitstoezegging worden gestort in dit Solidariteitsfonds.

§3 Het Solidariteitsfonds wordt door de Solidariteitsinstelling afzonderlijk van haar overige activiteiten beheerd als een wiskundige inventarisreserve.

§4 De Solidariteitsinstelling verbindt er zich toe om bovenop de tariefgrondslagen, de gerealiseerde winst afkomstig uit de verzekeringen en de beleggingen in bepaalde hiervoor aangewezen activa, integraal als winstdeling te verdelen en toe te kennen. Deze activa worden van de andere activa van de Solidariteitsinstelling afgezonderd en vormen bijgevolg een fonds met aangewezen activa. Evenwel zal het rendement van het Solidariteitsfonds maar toegekend worden indien de verrichtingen van het Solidariteitsfonds rendabel zijn.

§5 Er wordt een inventaris bijgehouden die alle bestanddelen van het vermogen van het Solidariteitsfonds bevat. Dit inventaris wordt opgemaakt voor elke dag waarop een wijziging van de samenstelling van het Solidariteitsfonds plaatsheeft. Daarenboven wordt een winstdelingsreglement opgesteld.

Afhankelijk van de resultaten van dit Solidariteitsfonds met aangewezen activa, zal de Solidariteitsinstelling jaarlijks de eventuele winst, integraal verdelen. De verplichting tot integrale winstverdeling houdt in het kader van het solidariteitsstelsel in dat het resultaat integraal binnen het solidariteitsluik blijft en wordt besteed aan de financiering van de verplichtingen ervan.

Deze winstdeelneming wordt pas toegekend op voorwaarde dat de verrichtingen van het Solidariteitsfonds rendabel zijn.

Teneinde schommelingen in het technisch resultaat en de schadelast te matigen, kan een gedeelte van het positieve netto-technisch resultaat, alsook het rendement van de activa aangehouden binnen het Solidariteitsfonds, worden toegewezen aan een collectieve reserve ('fluctuatiereserve' genaamd). Deze reserve kan enkel aangewend worden voor de financiering van de verplichtingen van het solidariteitsluik.

De investeringspolitiek van het Solidariteitsfonds met aangewezen activa heeft tot doel de veiligheid, het rendement en de liquiditeit van de beleggingen te waarborgen. Hierbij wordt rekening gehouden met een oordeelkundige diversificatie en spreiding van de beleggingen.

§6 De Solidariteitsinstelling stelt een financieel jaarverslag op dat toelaat na te gaan of het gedeelte van de aan de overeenkomsten toegekende winsten en de uitgevoerde beleggingen aan de bepalingen van het winstdelingsreglement beantwoorden. Dit verslag wordt ter beschikking gesteld van het Toezichtcomité.

§7 Het Solidariteitsfonds kan slechts worden gedebiteerd door betaling van verzekeringspremies die de betrokken risico's dekken en van de kosten verbonden aan deze Sectorale Solidariteitstoezegging.

§8 Ingeval van faillissement en/of ontbinding en vereffening van een Werkgever, zullen de gelden van het Solidariteitsfonds die proportioneel slaan op de verplichtingen van die bepaalde Werkgever, noch geheel noch gedeeltelijk worden teruggestort aan de Inrichter. Deze gelden zullen daarentegen worden aangewend ter financiering van de solidariteitsprestaties ten gunste van de overige Aangeslotenen.

§9 Ingeval van stopzetting van deze Sectorale Solidariteitstoezegging, zullen de na afhandeling van de lopende schadegevallen nog in het Solidariteitsfonds aanwezige gelden niet worden teruggestort aan de Inrichter. Deze gelden zullen daarentegen worden overgedragen naar het afzonderlijk vermogen van de Inrichter bij Sefoplus OFP (de pensioeninstelling) waarbinnen de sectorale pensioentoezegging van het Sectoraal Pensioenstelsel van PC 120 wordt beheerd.

§10 Ingeval van stopzetting van het Sectoraal Pensioenstelsel, zullen de gelden van het Solidariteitsfonds in geen geval, volledig noch gedeeltelijk, worden teruggestort aan de Inrichter. Het zal daarentegen onder alle Aangeslotenen op het moment van de stopzetting ervan, worden verdeeld in verhouding met de verworven reserves waarover de betrokkenen beschikken in het kader van het Sectoraal Pensioenstelsel, desgevallend aangevuld tot de WAP Rendementsgarantie.

§11 Geen enkele vergoeding of verlies van winstdelingen zal ten laste worden gelegd van de Aangeslotenen of van de op het ogenblik van de overdracht verworven reserves worden afgetrokken.

HOOFDSTUK X BIJDRAGEN

Artikel 17

§1 Alle vereiste uitgaven tot het waarborgen van de Sectorale Solidariteitstoezegging vermeld in artikels 7, 8, 9 en 10 hiervoor vallen geheel ten laste van de Inrichter.

§2 Deze nettobijdrage is gelijk aan 4,4% van de bijdragen voor de pensioentoezegging. Deze bijdragen voor de pensioentoezegging worden bepaald in artikel 7 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2020 tot invoering van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel.

§3 De Inrichter zal de globale bijdrage trimestrieel aan de Solidariteitsinstelling storten.

HOOFDSTUK XI TOEZICHTSCOMITE

Artikel 18

Er wordt een Toezichtcomité opgericht dat toeziet op de goede uitvoering van de Sectorale Solidariteitstoezegging door de Solidariteitsinstelling. Dit Toezichtscomité wordt door de Solidariteitsinstelling voorafgaandelijk geraadpleegd over:

- de beleggingsstrategie op lange en korte termijn en de mate waarin daarbij rekening wordt gehouden met sociale, ethische en leefmilieuaspecten;
- het rendement van de beleggingen;
- de kostenstructuur;
- in voorkomend geval, de winstdeling.

HOOFDSTUK XII TRANSPARANTIEVERSLAG

Artikel 19

§1 Onder de naam "Transparantieverslag" zal de Solidariteitsinstelling jaarlijks een verslag opstellen over het beheer van de Sectorale Solidariteitstoezegging en dit ter beschikking stellen van de Inrichter die het op eenvoudig verzoek meedeelt aan de Aangeslotenen.

§2 Het verslag omvat minstens de volgende elementen:

- de financieringswijze van de Sectorale Solidariteitstoezegging en de structurele wijzigingen in die financiering;
- de beleggingsstrategie op lange en korte termijn en de mate waarin daarbij rekening wordt gehouden met sociale, ethische en leefmilieuaspecten;
- het rendement van de beleggingen;
- de kostenstructuur;
- in voorkomend geval, de winstdeling.

HOOFDSTUK XIII JAARLIJKSE INFORMATIE AAN DE AANGESLOTENEN

Artikel 20

§1 De Solidariteitsinstelling zal ten minste éénmaal per jaar aan de Aangesloten meedelen op welke solidariteitsprestaties zij voor wat betreft het betrokken verzekeringsjaar recht hadden.

§2 Volgende informatie wordt aldus opgenomen in het pensioenoverzicht voor wat betreft de solidariteitsprestaties:

1. De som van het aantal weerhouden gelijkgestelde dagen bij tijdelijke werkloosheid omwille van economische redenen en bij arbeidsongeschiktheid als gevolg van (beroeps)ziekte, (arbeids)ongeval en/of moederschapsbescherming;
2. Het forfaitair bedrag toegekend per gelijkgestelde dag zijnde 0,50 EUR voor een voltijdse dag of het pro rata bedrag ingeval van een deeltijdse dag;
3. Het toegekend nettobedrag gedurende het refertejaar vóór orenting vanuit het solidariteitsluik aan het pensioenluik zijnde het aantal weerhouden gelijkgestelde dagen vermenigvuldigd met het toepasselijk bedrag (nl. 0,50 EUR voor een voltijdse dag of het pro rata bedrag ingeval van een deeltijdse dag)

§3 De tekst van dit solidariteitsreglement zal door de Inrichter ter beschikking worden gesteld aan de Aangesloten op hun eenvoudig verzoek.

HOOFDSTUK XIV FISCALITEIT

Artikel 21

Deze Sectorale Solidariteitstoezegging wordt door de Solidariteitsinstelling op een afgezonderde wijze beheerd zodat voor elke Aangeslotene of diens Begunstigde(n) de toepassing van het specifieke fiscaal regime gewaarborgd is, zowel inzake de behandeling van de bijdragen als van de prestaties.

HOOFDSTUK XV WIJZIGINGSRECHT

Artikel 22

§1 Dit solidariteitsreglement wordt afgesloten in uitvoering van artikel 5 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2020 tot invoering van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel. Het is dan ook onlosmakelijk verbonden met deze collectieve arbeidsovereenkomst.

§2 Bijgevolg zal dit solidariteitsreglement worden gewijzigd en/of worden stopgezet indien en in de mate dat ook de voormelde collectieve arbeidsovereenkomst wordt gewijzigd en/of stopgezet.

§3 In voorkomend geval, licht de Inrichter de Aangesloten, alsook de FSMA in over een wijziging van solidariteitsinstelling.

HOOFDSTUK XVI NIET-BETALING VAN DE BIJDRAGEN

Artikel 23

§1 De bijdragen die in uitvoering van dit solidariteitsreglement (met inbegrip van de verzekeringsovereenkomst zoals afgesloten tussen de Solidariteitsinstelling en de Inrichter die de beheers- en werkingsregels vastlegt) verschuldigd zijn of zullen worden, dienen door de Inrichter trimestrieel te worden voldaan.

§2 Bij niet-betaling van deze bijdragen door de Inrichter, zal deze door de Solidariteitsinstelling in gebreke gesteld worden via een aangetekende brief.

§3 Deze ingebrekestelling, die de Inrichter aanmaant tot betaling en hem op de gevolgen van de niet-betaling wijst, wordt ten vroegste 30 dagen na de vervaldag van de onbetaalde bijdrage verzonden.

§4 De Solidariteitsinstelling moet binnen de 3 maanden na de vervaldag van de verschuldigde bijdragen alle actieve Aangeslotenen op de hoogte brengen van de wanbetaling door de Inrichter.

HOOFDSTUK XVII DE BESCHERMING EN VERWERKING VAN PERSOONSGEGEVENS

Artikel 24

§1 Alle partijen betrokken bij de Sectorale Solidariteitstoezegging, met inbegrip van alle partijen belast met het beheer en de uitvoering ervan (d.i. onder meer de Solidariteitsinstelling en desgevallend de externe dienstverleners waarop het een beroep doet) verbinden zich ertoe de geldende wet- en regelgeving tot bescherming van de persoonsgegevens te eerbiedigen. Zij zullen de persoonsgegevens van de Aangeslotenen en de Begunstigden waarvan zij in kennis gesteld worden in het kader van de inrichting, het beheer en de uitvoering van de Sectorale Solidariteitstoezegging slechts mogen verwerken in overeenstemming met collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2020 tot invoering van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel, de beheersovereenkomst en de toetredingsakte daartoe afgesloten tussen de Inrichter en de Solidariteitsinstelling en de toepasselijke dienstverleningsovereenkomsten (desgevallend met inbegrip van de verwerkingsovereenkomsten). Deze partijen verbinden zich ertoe om binnen de opgelegde of vastgestelde termijnen de gegevens bij te werken, te verbeteren, alsook de onjuiste of overbodige gegevens te verwijderen.

§2 Zij zullen de gepaste technische en organisatorische maatregelen treffen die nodig zijn voor de bescherming van de persoonsgegevens tegen toevallige of ongeoorloofde vernietiging, het toevallig verlies, de wijziging van of de toegang tot, en iedere andere niet toegelaten verwerking van persoonsgegevens.

§3 Partijen zullen de nodige middelen aanwenden ter eerbiediging van de onder dit artikel aangegane verbintenissen en om ervoor te zorgen dat ieder gebruik van de persoonsgegevens van de Aangeslotenen en de Begunstigden voor andere doeleinden dan het beheer en de uitvoering van de Sectorale Pensioentoezegging of door andere personen dan deze die bevoegd zijn om deze persoonsgegevens te verwerken, uitgesloten is.

HOOFDSTUK XVIII AANVANG

Artikel 25

§1 Dit solidariteitsreglement treedt in werking op 1 januari 2021 en wordt voor onbepaalde duur aangegaan. Het bestaan van dit solidariteitsreglement is gekoppeld aan het bestaan van de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2020 tot invoering van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel.

§2 Dit solidariteitsreglement kan enkel worden gewijzigd of opgezegd per sectorale collectieve arbeidsovereenkomst, waarbij rekening moet worden gehouden met de modaliteiten zoals voorzien in artikel 9 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2020 tot invoering van het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel.